

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

ENJEUX :
L'UE ET L'OTAN
PARTENAIRES POUR LA PAIX



*OPERATIONS EXTERIEURES - VIE DE LA DEFENSE
EUROPE ET OTAN - MODERNISATION
OPERATIONS INTERIEURES - RELANCE ET DEFENSE*





90%

DES MILITAIRES ONT DÉJÀ CHOISI LA RÉFÉRENCE SANTÉ UNÉO, POUR EUX ET LEUR FAMILLE.

Forte de 640 000 adhérents et d'1,25 million de personnes protégées, la mutuelle santé Unéo protège les militaires des quatre armées et leur famille. 1^{re} mutuelle du ministère de la Défense et 2^e mutuelle de la fonction publique, Unéo propose une couverture santé performante, adaptée aux spécificités et aux exigences des métiers militaires.

C'est parce que vous assurez notre sécurité en France et à l'étranger qu'Unéo s'engage à vos côtés pour défendre votre santé.

IL Y A DES ALLIÉS SUR LESQUELS ON PEUT VRAIMENT COMPTER !

Unéo
48, rue Barbès
92542 Montrouge cedex
Tél. : 0 811 90 35 35 (prix d'un appel local)
www.groupe-uneo.fr



LA DÉFENSE DE VOTRE SANTÉ

FORCES EN ACTION

- 4** 40 mousses sur un trois-mâts
- 10** Loyal Midas débarque à Saint-Aygulf
- 14** Les Opex en bref
- 16** Rencontre

MODERNISATION

- 18** Interview du général Bruno de Saint-Salvy sous-chef d'état-major RH

ENJEUX

- 22** UE – Otan : partenaires pour la paix

FOCUS DÉFENSE

- 26** Repères
- 29** Pus douce sera la chute
- 32** Dessine-moi un Noël
- 36** La France et l'Allemagne unies autour du 11 Novembre

DOSSIER

- 38** Introduction
- 40** Opérations extérieures
- 42** Opérations extérieures
- 44** Vie de la Défense
- 46** Vie de la Défense
- 48** Europe et Otan
- 50** Modernisation
- 52** Modernisation
- 54** Opérations intérieures
- 56** Industrie et défense

DÉTOURS

- 58** Culture

PERSPECTIVES

- 62** Document
- 63** Histoire

KIOSQUE

- 64** Sélection



4 FORCES EN ACTION

40 Mousses sur le Belem
 Fleuron du patrimoine maritime français, ce trois-mâts construit en 1896, a accueilli les élèves de l'École des mousses pour une traversée de Saint-Nazaire à Brest. L'occasion de tester leur capacité de vie en équipage.



32 FOCUS DÉFENSE

Dessine-moi un Noël
 Chaque année, des soldats français passent les fêtes de Noël en Opex. L'Association Solidarité Défense leur expédie des colis avec, à l'intérieur, des dessins réalisés par des enfants. Une initiative soutenue par l'Éducation nationale.



38 DOSSIER


Rétrospective 2009
 Opérations extérieures, missions de service public, modernisation du ministère..., la Défense est présente sur tous les fronts ! Rétrospective d'une année riche en événements.



ARMÉES D'AUJOURD'HUI. Direction: Directeur de la publication : Laurent Teisseire. Directeur de la rédaction : colonel (terre) Benoit Brulon. Chef du bureau de la rédaction : lieutenant-colonel (air) Nicolas Martin. Rédacteur en chef: chef d'escadron (terre) Olivier Destefanis. Rédacteur en chef adjoint: adjudant-chef (terre) Stéphane Froidure (01 44 42 81 66). Conception graphique: Olivier Spadaccini. Secrétariat de rédaction: Laurence Balan, Yves Le Guludec. Chef des reportages: sergent-chef (terre) Alban Vasse (48 02). Rédaction: Carine Bobbera (48 07), Yann Brand (55 05), aspirant (marine) Guillaume Claret (45 83), Julien Fouineau (33 18), enseigne de vaisseau (marine) Cynthia Glock (40 04), Arnaud Hunter-Rousselle (58 72), Aude Le Calvé (47 27), capitaine (terre) Anne-Lise Louquet (48 01), Tania Sotty (48 11), Linda Verhaeghe (48 26). Prestations intellectuelles: Jean-Claude Jaeger, Thierry Widemann. Service photo: adjudant-chef (air) Bruno Biasutto (47 44), Stéphanie Brandin (48 35), caporal-chef (terre) Christophe Fiard (48 40). Directeur de fabrication: Serge Couplier (01 56 77 23 08). Photographie: Alliage. Impression: Québecor. Routage: CRP. Commission paritaire n°0211 B 05686. Dépôt légal: février 2003. Dicod - École militaire - 1, place Joffre - 75007 Paris.
 Contact publicité (ECPAD): Thierry Lepsch: 01 49 60 58 56 / thierry.lepsch@ecpad.fr
 Abonnés payants (ECPAD): 01 49 60 52 44 / routage-abonnement@ecpad.fr
 Diffusion: 01 56 77 23 08 / serge.couplier@dicod.defense.gouv.fr.

40 mousses

sur un trois-mâts



Fleuron du patrimoine maritime français, le *Belem*, un navire construit en 1896, a accueilli les élèves de l'École des mousses le temps d'une traversée de Saint-Nazaire à Brest. Un grand moment pour la plupart d'entre eux, et l'occasion de tester les conditions de vie en équipage.

PAR CARINE BOBBERA





« Quand tu ne connais pas le nom d'un cordage, tu dis "bout" ou "manceuvre" ! »

Ci-dessus : Exercice de navigation à la table à cartes en conditions réelles !
Ci-dessous : le *Belem*. Chaque année, le navire-école civil accueille 30 000 stagiaires.
À droite : les moussaillons apprennent à enrouler les cordages autour des cabillots.





Accoudé au bastingage, un mousse contemple le lever du soleil sur la baie de Douarnenez. Soudain, un ordre le sort de sa rêverie. « *Parez aux manœuvres ! On appareille !* » Avec ses camarades, il accourt avec impatience pour participer aux manœuvres du départ. « *Hissez la grand-voile !* » Sur le pont, c'est l'effervescence. Sous les ordres de l'équipage, les mousses brassent : ils orientent les vergues pour que le vent gonfle les voiles et que le *Belem* sorte de la baie. « *Je tire sur quelle corde ?* », demande un mousse. « *Ne prononce jamais ce mot-là à bord d'un bateau ! C'est interdit !*, lui lance un gabier, matelot instructeur du *Belem*, quand tu ne connais pas le nom d'un cordage, tu dis "bout" ou "manœuvre". » En peu de temps, des paquets de cordages s'accumulent. « *Allez, on range le pont !* », crie Pépé, le bosco (le maître d'équipage), une figure du *Belem*. Les gabiers montrent aux mousses comment tourner les cordages autour des cabillots, ces grosses chevilles sur lesquelles on enroule les manœuvres courantes pour les fixer.

Sensation de liberté

Une quarantaine de mousses du Centre d'instruction navale (CIN) de Brest ont embarqué à Saint-Nazaire sur le navire-école civil avec leurs instructeurs dans le cadre d'une sortie pédagogique, direction Brest. Ce célèbre trois-mâts construit en 1896 accueille chaque année à son bord plus de 30 000 stagiaires. L'École des mousses a signé un partenariat avec la Fondation Belem pour permettre à ces apprentis marins de découvrir le monde de la voile. « *Cet embarquement sur le grand voilier le plus emblématique du patrimoine maritime français constitue une expérience marquante de l'année de formation des jeunes mousses* », explique le capitaine de frégate Charles-Henri Orcel, directeur de l'enseignement au CIN. Toutes voiles dehors, le *Belem* vogue en mer d'Iroise. Mais pour les mousses, le travail continue. Ceux qui sont de quart se relaient toutes les quatre heures à différents postes : sur la dunette pour barrer le navire, sur le gaillard d'avant pour la veille afin de signaler tout danger, ou sur le pont, prêts pour les prochaines manœuvres. Pour les autres, c'est l'heure du nettoyage. Ce vénérable trois-mâts, classé monument historique, nécessite un entretien quotidien pour le maintenir en bon état de navigabilité et de propreté. « *Allez, moussaillons, on astique, faut que ça brille !* » encourage un gabier. Produit à lustrer dans une main, chiffon dans l'autre, les mousses s'activent à fourbir les cuivres. L'unique cloche du bord, qui rythme les activités du navire, tinte. Il est onze heures, l'heure du ►



À gauche : « C'est plus physique que je ne le pensais. Barrer un bateau de plus de cent ans, c'est grisant ! »

À droite et ci-dessous : que ce soit pour hisser les voiles ou orienter les vergues afin d'obtenir la meilleure prise au vent, les manœuvres sont effectuées à la force des bras.



► premier service. Les cuisiniers du *Belem* ont préparé le repas, et les mousses sont chargés de descendre les plats à la salle à manger dans le faux-pont. Une tâche rendue délicate en raison du roulis qui fait osciller le vieux gréement de gauche et de droite.

Les côtes bretonnes défilent. Des mousses qui ne sont pas de quart se retrouvent sur le gaillard d'avant. « *On est vraiment bien, à cet endroit, lance Olivier. On éprouve une sensation de liberté.* » D'autres, sur la dunette, attendent de tenir la barre. « *C'est plus physique que je ne le pensais, explique Thomas. Barrer un bateau de plus de cent ans, c'est grisant.* » La plupart s'épanouissent à bord. Un esprit de cohésion et d'équipage s'est instauré. « *On apprend à coordonner nos gestes, à travailler ensemble, explique Benjamin. Beaucoup ont souffert du mal de mer, et sont restés couchés. J'ai pris le quart de ceux qui étaient malades, alors que j'étais moi-même mal en point. On se serre les coudes, poursuit le mousse. Je l'ai fait pour les autres, pour moi, mais aussi pour que mon père soit fier de moi quand je lui raconterai ma traversée.* »

Grisés par l'expérience

Les cadres militaires veillent sur les jeunes mousses. « *Nous sommes là pour les instruire mais aussi pour les "canaliser". Ils ont 16-17 ans, ils sont pleins de vie et ont besoin d'acquiescer de la discipline,* » explique le major Philippe Boissan. « *Cet embarquement leur permet également de mesurer leur aptitude à naviguer et à vivre en équipage,* poursuit le premier maître Frédéric Garrec, instructeur militaire. *Un mousse m'a confié que pendant son quart de nuit, il a eu peur de ne pas être à la hauteur. C'est normal. Avec l'expérience, il prendra confiance en lui.* »

En fin de journée, le *Belem* s'approche du goulet de Brest. Les voiles doivent être repliées pour entrer dans la rade. Les mousses brassent aussi vite qu'ils le peuvent. « *On tourne les bouts ! On les enserme sur les cabillots,* commande un gabier. C'est l'ébullition, sur le pont. « *Allez, ma bande, on me suit sur le pont principal,* » crie Pépé. Les mousses se ruent sur le pont supérieur pour affaler les voiles. Le navire entre dans le port pour accoster. Alignés sur le pont principal, arborant fièrement leur bâchis, ils terminent leur traversée.

À quai, l'heure est venue de faire le bilan. « *Je ne suis pas mécontent d'arriver. J'ai été trop malade sur le bateau,* soupire un élève. Calvaire pour les uns, grand moment de bonheur pour les autres... « *J'aimerais rester plus longtemps à bord. Ça me plaît énormément de naviguer,* explique Thomas. *On a vécu quelque chose de sensationnel ! Vivez notre prochaine sortie en mer ! »* ■

**Le débarquement de forces amphibies doit être réglé comme une horloge.
Son succès réside dans le dialogue entre marins et éléments terrestres.
Démonstration grandeur nature lors d'un exercice qui s'est tenu dans le Var.**

PAR YANN BRAND. PHOTOS : BRUNO BIASUTTO



Loyal Midas débar



que à Saint-Aygulf



Ci-dessus : un chaland vient de terminer une rotation depuis le *Mistral* (à l'arrière-plan). Ci-dessous : véhicule de l'avant blindé « accostant ». Les chalands chargent hommes et matériel dans le radier du *Mistral*.
À droite : les manœuvres des chalands sont suivies sur écran en temps réel. Il est important que les éléments d'une même unité arrivent simultanément.





Au large de Saint-Aygulf, dans le Var, les silhouettes massives du bâtiment de projection et de commandement (BPC) *Mistral* et des deux transports de chalands de débarquement (TCD) *Foudre* et *Siroco* s'immobilisent dans la baie. La force amphibie, seule capable de projeter d'importants moyens aéroterrestres en peu de temps, s'apprête à déverser sur la plage plus de 300 véhicules et 800 hommes de la 6^e Brigade légère blindée (BLB). En ces derniers jours de septembre, le groupe amphibie français participe, au sein de la flotte aéromaritime de la force de réaction rapide de l'Otan, à l'exercice Loyal Midas 09.

« Pour obtenir l'effet tactique optimal, l'heure et l'ordre d'arrivée des unités sur la plage doivent être méticuleusement planifiés, explique le général Éric Margail, qui commande la 6^e BLB. Il s'agit d'une préparation complexe, car toutes les décisions doivent nécessairement être prises conjointement par les marins, qui commandent et conduisent l'opération amphibie, et les "terriens" qui doivent être débarqués. » Chacun a ses priorités, dictées par les problématiques de son milieu. Pendant le débarquement, le marin doit continuer à gérer les menaces auxquelles il est amené à faire face, y compris la météo, qui évolue parfois très vite. « Raison pour laquelle il nous faut, nous marins, non seulement des bâtiments spécialisés pour le débarquement comme les BPC et les TCD, détaille le capitaine de vaisseau Xavier Moreau, adjoint au chef d'état-major des moyens amphibies, mais aussi, en fonction de la menace, des hélicoptères, des chasseurs de mines, des frégates anti-sous-marines ou anti-aériennes, éventuellement un sous-marin nucléaire d'attaque. » Le combat naval peut le contraindre à interrompre les opérations et regagner le large dans l'urgence. Pour les forces terrestres débarquées, les préoccupations sont autres : « Mon problème, reprend le général Margail, est de débarquer le volume de forces que je juge nécessaire, à l'endroit que je privilégie et au moment opportun. Ces choix sont fonction de mon appréciation des dangers et des contraintes générales de manœuvre. Au commandement, notre travail consiste donc à bien coordonner les antagonismes des deux milieux pour assurer la cohérence de la manœuvre. »

Dans le vaste PC situé dans les entrailles du *Mistral*, le commandement des forces amphibies est sur le qui-vive. Concentration et sérénité règnent dans la grande salle où la carte des opérations est projetée sur un écran occupant un vaste pan de mur. Les marins et les « terriens », qui se côtoient ici depuis deux semaines, vont suivre la situation du débarquement en direct. Dans une petite pièce

voisine, la cellule de coordination des mouvements de chalands s'assure que les unités vont atteindre la plage en bon ordre, mais aussi que les premiers éléments et les derniers de chaque unité arrivent en même temps. « Trop de décalage aurait un impact sur l'heure à laquelle elle partirait au combat, au détriment de l'effet tactique recherché sur le terrain », précise, derrière son pupitre et ses écrans, le lieutenant de vaisseau William Thorpe, *STS Surf Officer (1)*. Pour que ces éléments, répartis sur le *Mistral*, la *Foudre* et le *Siroco*, arrivent tous simultanément, il faut que les chalands qui les amènent au rivage soient chargés et démarrent au même instant. « À l'état-major, nous veillons donc à ce que la planification des mouvements de chalands depuis les trois bâtiments amphibies soit parfaitement respectée. »

Allers-retours continus

7 heures du matin. Les chalands de débarquement sortent des trois monstres d'acier et foncent droit sur la plage. En moins de cinq minutes, leurs larges panneaux vont s'abattre et libérer les véhicules de l'avant blindés (VAB) et les chars à roues AMX 10RC qui feront partie de la première vague à aller au contact avec l'ennemi. Dans la journée suivront les unités d'appui tels que le génie et l'artillerie, puis les éléments du poste de commandement débarqué et, enfin, le soutien pour le ravitaillement et les liaisons.

Les allers-retours des chalands entre les bâtiments et la plage sont pratiquement continus. L'unité interarmées de plage (UIP), qui dirige aujourd'hui le lieutenant Manquant, chef de section au 1^{er} Régiment étranger de génie (REG), a été la première à débarquer, environ trois heures avant l'heure H. Sa mission est de préparer la plage, de la sécuriser et d'orienter les véhicules, sitôt débarqués, vers la destination qui leur a été affectée. L'objectif, pour l'UIP, est que la circulation sur la zone de débarquement soit toujours fluide. Outre des démineurs et la section navale de plage, qui assiste la manœuvre des chalands, elle comprend une unité du génie qui déroule des rouleaux de treillis métalliques pour rendre le sable plus praticable pour les véhicules. « En 1956, j'ai fait partie des 3000 soldats français qui débarquaient à Port Fouad, en Égypte. C'était la crise de Suez. Pour nous, débarquer, c'était faire face à l'inconnu. » Mais aujourd'hui, debout sur le muret bordant la route du littoral, Pierre, 74 ans, peut observer tranquillement toutes les manœuvres...

■ **Yann Brand**

(1) *Ship to shore* : mouvement « de la terre vers la mer » par moyens de surface.

14/11 AFGHANISTAN : LA FAYETTE S'INSTALLE EN KAPISA



JEAN-CHARLES THOREL / SIRPA TERRE

La Task force La Fayette, commandée par le général Marcel Druart, a conduit sa première opération d'envergure dans l'Est afghan. Nom de code : Avalon. L'objectif était de reconnaître des emplacements pour l'implantation de postes de police afghans

et de réaliser des missions de contrôle de zone à partir de Tagab, le long de l'axe principal reliant la Kapisa à la Surobi du nord au sud. Six cents militaires appartenant à des unités afghanes et aux deux groupements tactiques interarmes (GTIA) français ont participé

à cette opération de deux jours. Appuyées par des hélicoptères français et américains, les troupes déployées au sol ont été prises à partie de nombreuses fois durant le déroulement de l'opération. Les forces de la coalition ont immédiatement riposté. Des tirs d'artillerie et des frappes menées depuis les hélicoptères ont ainsi permis de neutraliser les positions des insurgés. Le bilan d'Avalon est positif, puisque les reconnaissances des sites d'implantation des postes de police ont pu être réalisées. Elles permettront de démarrer prochainement la planification des travaux en collaboration avec les forces de police afghanes et les entrepreneurs privés.

23/11

AFGHANISTAN : ACTIVITÉ INTENSE POUR LES MIRAGE



EMA

Au cours des deux derniers mois, les six avions français de la base Otan de Kandahar, qui abrite les aviateurs français du détachement air (DETAIR), ont effectué plus de 200 sorties, soit plus de 700 heures de vol. Près de 180 militaires de l'armée de l'air mettent en œuvre trois Mirage 2000 D et trois Mirage F1, qui assurent quotidiennement, de jour comme de nuit, deux à trois patrouilles mixtes d'appui et de soutien aux troupes au sol. La disponibilité des avions dépend des services techniques, composés d'une soixantaine d'aviateurs répartis dans une dizaine de métiers. Cette activité importante a mobilisé les mécaniciens, qui ont effectué l'équivalent de 6 940 heures de maintenance sur avions et 8 100 heures de travail en atelier. Pour une heure de vol, il faut compter une dizaine d'heures de maintenance.

6/11 NOUVELLE-CALÉDONIE : DÉMINAGE DU LAGON



Une cinquantaine de plongeurs démineurs des marines française, australienne, néo-zélandaise et américaine ont participé à une vaste opération multinationale de sécurisation du lagon calédonien. Cette mission appelée « Lagoon Minex » visait à éliminer une partie des 1 600 mines marines datant de la seconde guerre mondiale. Sur 631 échos radars, 149 mines ont été identifiées et neutralisées.

BOIDEC / MARINE NATIONALE

12/11 SOMALIE : LE FLORÉAL FAIT ÉCHEC AUX PIRATES

Dans le cadre de l'opération européenne Atalante, la frégate de surveillance *Floréal*, renseignée par un avion de patrouille maritime luxembourgeois, a intercepté douze pirates présumés à environ 1 000 km à l'est d'Hoby (Somalie).

Un important matériel a été saisi à bord des deux embarcations rapides : armements, munitions, grappins, systèmes de navigation par satellite et près de 2 500 litres de carburant. Les hommes arrêtés ont été remis aux autorités somaliennes.



SIRPA/MARINE

14/11 MAURITANIE : MISSION D'INSTRUCTION

Les forces françaises du Cap-Vert (FFCV) stationnées au Sénégal ont envoyé plusieurs détachements d'instruction technique et opérationnels auprès des forces armées mauritaniennes. Ces actions de coopération s'inscrivent dans un partenariat étroit entre les FFCV et les armées mauritaniennes. Elles portent sur le combat motorisé et blindé, la formation à la sécurité incendie et la sécurisation des bases portuaires et aéroportuaires.

18/11 LIBAN : UN FRANÇAIS BLESSÉ



EMA

Un sous-officier français de la force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL) a été blessé alors qu'il participait à une opération de déminage conduite au Sud-Liban le long de la Ligne bleue marquant la séparation avec l'État d'Israël.

Appartenant au 13^e régiment de génie du Valdahon (Doubs), le militaire a été évacué par hélicoptère vers un hôpital civil libanais proche de Beyrouth. Ses jours ne sont pas en danger. Outre les sapeurs français, des détachements du génie belge, chinois et espagnol participent à cette mission de déminage assurée par la FINUL.

30/11 KOSOVO : RÉORGANISATION DE LA KFOR



CCH CHRISTOPHE FIARD / DICOD

En janvier 2010, la force de l'Otan au Kosovo (KFOR), passera en *Deterrent Presence* (présence dissuasive, DP). Dix ans après le déploiement de la KFOR, en juin 1999, cette évolution marque un tournant important dans l'histoire de la force

et accompagne l'évolution favorable de la situation sécuritaire. La décision de passer en DP a été prise en juin dernier lors de la rencontre des ministres de la Défense de l'Alliance atlantique. La KFOR compte actuellement près de 13 000 hommes

articulés autour d'un état-major à Pristina et de cinq Task Force Multinationale (TFMN) territoriales. En janvier, la force comptera 10 000 hommes répartis entre l'état-major et cinq Battle Groupe (BG). Le général Sainte-Claire Deville, commandant la TFMN-Nord, assure aujourd'hui un mandat de transformation qui conduira à la dissolution, le 9 janvier, de la TFMN-N au profit de la création du bataillon multinational Nord. Dans le cadre de cette réorganisation, deux des sept emprises occupées par la TFMN-N ont d'ores et déjà été rétrocédées aux autorités du Kosovo. Il s'agit du site de la Concession (ex-centre culturel de Mitrovica) et du camp de Plana.

16/11 AFGHANISTAN : TIR DE ROQUETTES SUR LE MARCHÉ DE TAGAB

Deux roquettes de gros calibre sont tombées, à la mi-journée, sur le bazar de Tagab (Est afghan), faisant douze morts et près de trente blessés parmi la population. Cette attaque est survenue à proximité d'une *shura* (assemblée populaire) organisée par le Groupement tactique interarmes (GTIA) Kapisa en présence du général Marcel Druart, commandant la Task

Force Lafayette. Des tirs de contre-batterie ont immédiatement répondu à cette attaque tandis que deux hélicoptères Tigre se plaçaient en appui. Un Cougar français a déposé une équipe médicale sur place pour procéder au triage et à l'évacuation des blessés, qui ont été conduits vers l'hôpital militaire de la base américaine de Bagram et la base avancée de Tagab.



JEAN-CHARLES THOREL / SIRPA TERRE



EMA

20/11 CÔTE D'IVOIRE : LE PROCHAIN COMMANDANT DE LA FORCE LICORNE DÉSIGNÉ

Le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées, a reçu à Paris le général Francis Autran, commandant la 7^e Brigade blindée de Besançon et futur commandant de la force Licorne en Côte d'Ivoire. Il succédera en fin d'année au général Jean-François Hogard.

Alexandre Destefanis est second maître mécanicien à bord de la frégate *Aconit*. Quand il ne veille pas à l'entretien de ses moteurs dans les entrailles du bâtiment, il enfle sa combinaison et ses palmes de plongeur ou le treillis des marins de la patrouille de protection...

Un marin... trois métiers

A sa sortie de l'École des sous-officiers de Maistrance, en 2004, le second maître Alexandre Destefanis ne se doutait pas que la marine allait autant transformer sa vie et sa vision du monde. « J'ai toujours vécu dans un cocon confortable et rassurant près du rocher de Monaco. La marine me promettait de voyager, de découvrir un métier. J'avais envie aussi de servir mon pays, raconte ce jeune homme de 24 ans. J'ai réalisé combien j'ai eu de la chance de grandir dans un environnement serein, quand j'ai vu la misère au Togo, alors que je participais à l'opération *Corymbe* (1), lors de ma première affectation sur le bâtiment atelier polyvalent *Jules Verne* en 2006. À mon retour, j'ai regardé la société dans laquelle nous vivons autrement. J'ai l'impression d'avoir grandi en quelques semaines. »

Formé par la marine au métier de mécanicien, il passe le plus clair de son temps dans les entrailles de la frégate *Aconit*, aux petits soins avec les moteurs Diesel servant au système d'alimentation en électricité et en eau potable du navire. Débordant d'énergie et de bonne volonté, il coiffe plusieurs casquettes. Il est en effet l'un des trois plongeurs du bord. Il peut avoir à plonger pour repêcher un homme tombé à la mer, inspec-

ter la coque du navire ou vérifier que les hélices ne sont pas prises dans des cordages. « J'ai découvert ce travail grâce à un officier marinier qui l'exerçait sur le *Jules Verne*. Enthousiasmé, j'ai passé mon certificat en 2007 à l'École de plongée de Saint-Mandrier. J'en suis fier car le rythme des cinq



semaines de formation était très soutenu et je n'avais jamais plongé auparavant ! » Alexandre appartient également à la patrouille de protection. De mars à août 2008, la frégate a fait partie de la Task Force 150 chargée de la lutte contre le terrorisme et le narcotrafic, puis de la mission navale européenne *Atalante* contre les pirates somaliens dans le golfe d'Aden. Début 2008, le commandant du bâtiment avait fait un

appel aux volontaires pour constituer cette brigade. Sur les 120 membres d'équipage, 18 ont été sélectionnés et formés pour constituer la patrouille de protection. « Nous avons enchaîné les stages avant le départ. Pour souder l'équipe et nous aguerrir, nous nous sommes entraînés en montagne. À Fréjus, les commandos marine nous ont formés aux techniques d'accostage d'une embarcation suspecte. Et nous avons été initiés au tir et au combat à Canjuers. Même s'il y a un décalage inévitable entre théorie et réalité, j'ai le sentiment d'avoir été bien préparé. » Quand il ne travaille pas, Alexandre s'entretient physiquement. « Faire du sport est naturel, explique cet ancien champion de France de VTT cross-country par équipe. Tractions, pompes, séries d'abdominaux, rameur, vélo d'appartement..., je m'entraîne une heure et demie quotidiennement. Cela me permet de m'évader du huis clos imposé par la navigation. À chacun sa "soupape de sécurité"; pour certains c'est regarder un film, lire ou jouer aux jeux vidéo, pour moi c'est le sport. »

« La marine me promettait de voyager, de découvrir un métier. J'avais envie aussi de servir mon pays. »

Son avenir, Alexandre Destefanis l'imagine sereinement. Il aimerait bien faire carrière et, pourquoi pas, prendre des responsabilités en tant qu'officier marinier



supérieur. « J'aime les responsabilités, aller de l'avant, conduit-il. Et comme le dit le dicton, à cœur vaillant rien d'impossible ! »

Arnaud Hunter-Rousselle

(1) Depuis 1990 la marine détache en permanence un bâtiment dans le golfe de Guinée, avec pour mission principale de soutenir toute opération concernant la sauvegarde des intérêts français dans la zone.



Assurance vie : alliez performance et sécurité !

L'assurance vie demeure le produit d'épargne préféré des Français. Dans la multitude des contrats présents sur le marché, la GMF se distingue par des solutions offrant rendement et sécurité.



La crise financière n'entame pas la confiance des Français dans l'assurance vie ! Les cotisations collectées au 1^{er} semestre 2009 par la GMF sont en hausse de 25% par rapport à la même période de l'année précédente. Rien d'étonnant à cela lorsqu'on constate les taux servis par la GMF en 2008 et qui sont parmi les meilleurs du marché. Le rendement de ses contrats et supports d'assurance vie en euros a atteint 4,40%⁽¹⁾.

Un taux non seulement supérieur à la moyenne du marché, qui n'excède pas 3,90%⁽²⁾

en 2008, mais aussi beaucoup plus intéressant que ceux désormais offerts par les livrets d'épargne traditionnels. Ainsi, alors que ces livrets classiques garantissent à l'épargnant la sécurité contre un faible rendement, le contrat Altinéo de la GMF, lui, offre sécurité et performance. Vous profitez d'un taux minimum garanti chaque année, les intérêts vous sont définitivement acquis et génèrent eux-mêmes d'autres intérêts. De plus, vous investissez sans plafond, tout en profitant d'une fiscalité privilégiée. Profitez-en !

UNE PERFORMANCE RÉCOMPENSÉE

Depuis 2000, le contrat d'assurance vie en euros Compte Libre Croissance – aujourd'hui remplacé par Altinéo, un produit qui offre des caractéristiques et un niveau de performance similaires – a offert à l'épargnant un rendement moyen de 4,62%⁽³⁾ par an, soit plus de 38%⁽⁴⁾ sur 8 ans. C'est pour distinguer notamment la régularité de ses performances que les experts des Dossiers de l'Épargne ont, en 2009, décerné pour la deuxième année consécutive le label d'excellence à Altinéo.

Didier Ledeur, Directeur Général de la GMF VIE

« Une expertise qui profite directement aux épargnants »

« La GMF propose une large gamme de produits d'assurance vie, d'épargne et de placement depuis maintenant 30 ans. C'est cette expertise, constituée au fil des ans, qui lui permet aujourd'hui d'afficher d'excellents résultats, et ce malgré un environnement économique et boursier plus difficile. L'épargnant en bénéficie directement, comme il tire profit des valeurs mutualistes qui animent au quotidien l'entreprise : refus des effets d'annonce, absence de taux « boostés » à court terme pour recruter de nouveaux clients... Sans oublier une solide santé financière, un élément indispensable dans le contexte actuel. »

(1) frais de gestion déduits, avant prélèvements sociaux.

(2) source : Fédération Française des Sociétés d'Assurances, estimation au 3.6.09.

(3) taux de rendement annualisé du 31.12.00 au 31.12.08, frais de gestion déduits et avant prélèvements sociaux.

(4) taux de rendement du 31.12.00 au 31.12.08, frais de gestion et prélèvements sociaux déduits.

Pour en savoir plus :
appelez le 0 820 809 809
(0,12 € TTC/mn) ou consultez
le site www.gmf.fr



Le général Bruno de Saint-Salvy, sous-chef d'état-major ressources humaines de l'état-major des armées

« Parce que l'homme est le premier outil de combat, la ressource humaine constitue la première capacité des armées »



BRUNO BIASUTTO / DICOD

Pourquoi une sous-chef-ferie ressources humaines au sein de l'état-major des armées ?

Dans le cadre de la réforme du ministère, il a été décidé de renforcer les prérogatives du chef d'état-major des armées (CEMA) qui a désormais la pleine autorité sur les armées, y compris dans le domaine des ressources humaines. Il est donc naturel que le CEMA dispose, comme pour les opérations, le soutien, les relations internationales, les plans et les programmes, d'un conseiller en ressources

humaines et que l'EMA se dote d'une sous-chef-ferie Ressources humaines.

Comment a été perçue cette création par les armées et au sein du ministère ?

85 % des effectifs du ministère (95 % des militaires et 67 % du personnel civil) relèvent du CEMA. Aussi, la sous-chef-ferie RH a pris naturellement sa place de premier acteur des ressources humaines vis-à-vis de ses correspondants ministériels et pour l'ensemble des armées. Au sein de celles-ci, les directions des ressources humaines ou

de personnel restent totalement subordonnées à leurs chefs d'état-major respectifs sur le plan hiérarchique et relèvent fonctionnellement du sous-chef ressources humaines de l'état-major des armées (EMA).

Quelles sont les missions de la sous-chef-ferie « ressources humaines » de l'EMA ?

Parce que l'homme est le premier outil du combat, la ressource humaine constitue la première capacité des armées. La responsabilité de la sous-chef-ferie RH de l'EMA est donc de décliner la politique ministérielle afin de garantir au CEMA, pour les trois armées, le service de santé et le service des essences, la mise à disposition d'une ressource en personnel formé, compétent et motivé pour répondre aux besoins opérationnels. Elle doit être bien sûr capable d'adapter en permanence cette ressource à l'évolution des contrats opérationnels.

À ce titre, au plan politique, elle participe à la conception et à l'élaboration de la politique générale des ressources humaines civiles et militaires, d'active et de réserve du ministère. Au plan budgétaire et de la programmation, elle doit « conquérir » et gérer la masse salariale nécessaire à la réalisation de nos effectifs : dans le cadre de la réforme que nous conduisons, il s'agit notamment de superviser les transferts de personnel et de masse salariale associée vers les nouvelles structures interarmées qui émergent, comme les bases de défense, par exemple. Au plan de la formation, le CEMA s'est vu confier en 2009 la présidence du comité de coordination de la formation (CCF), créé en 1993. Ce comité, que je préside par délégation du CEMA, coordonne les efforts de formation et s'assure que le budget qui y est alloué est utilisé au plus près des besoins. ▶

► **Quels sont les grands dossiers qui ont abouti en 2009 et quels sont ceux en cours ?**

Tous les citer serait trop long ; aussi vais-je vous indiquer les plus importants. Tout d'abord, les responsabilités de « suivi des effectifs » et de « gestion de la masse salariale » ont été regroupées sous l'autorité du sous-chef ressources humaines de l'EMA. Bien que étroitement liés, les effectifs relevaient jusqu'à présent des ressources humaines et la masse salariale du budget : le nouveau dispositif est plus cohérent. Ensuite, la sous-chefferie RH contribue à l'accompagnement de la participation pleine et entière de la France aux structures de commandement intégré de l'Otan. Les armées vont progressivement y positionner un millier de militaires de tous grades ; il nous revient de leur assurer, quel que soit l'environnement dans lequel ils seront affectés, les moyens d'exercer leur métier et de vivre au quotidien avec leur famille dans les meilleures conditions possibles.

Par ailleurs, l'état-major des armées participe à la rénovation des instances de concertation des armées et du Conseil supérieur de la fonction militaire (CSFM), initiée en 2008 et qui devrait s'achever en mars prochain.

Enfin, nous prévoyons de diffuser en 2010, un document de politique générale des ressources humaines qui s'appliquera à l'ensemble des armées et des services interarmées, à l'instar de la nouvelle notation des officiers, harmonisée en 2009 (*voir encadré*).

Quel constat faites-vous depuis votre récente prise de fonction ?

Après trois mois d'exercice de mes nouvelles responsabilités, j'observe que l'évolution du paysage de la fonction ressources humaines est parfaitement comprise, acceptée et prise en compte, aussi bien à l'intérieur des armées qu'au sein du ministère en général. ■

Propos recueillis par Anne-Lise Llouquet

L'harmonisation interarmées des notations des officiers

L'harmonisation des notations des officiers a été officialisée par la publication, le 12 novembre dernier, de l'instruction interarmées n° 2450. Elle concerne les officiers des trois armées, ceux du Service de santé et du Service des essences, quel que soit leur statut. Cette harmonisation s'inscrit dans le cadre de la réforme globale du ministère de la Défense. En effet, le nombre d'officiers travaillant dans des organismes interarmées va s'accroître, notamment en raison de la création du commandement interarmées du soutien. Comme dans tous les organismes interarmées, celui qui note et celui qui est noté n'appartiennent pas

nécessairement à la même armée. À compter de 2010, la notation se fera selon les mêmes critères pour tous, sur un bulletin unique et sur une période commune (1^{er} juin-31 mai). La performance et le potentiel de chaque officier seront évalués annuellement au travers de critères identiques pour tous : comportement général dans l'exercice des responsabilités, faculté d'adaptation à l'emploi, résultats, réalisation des objectifs et la qualité globale des services rendus. Les compétences et les aptitudes au commandement prendront également toute leur place dans cette évaluation.

Pour faciliter la tâche des notateurs, un guide précise de manière détaillée les modalités pratiques de la nouvelle notation. En 2010, les travaux se poursuivront avec, d'une part, l'harmonisation des processus d'avancement des officiers en vue d'une première application pour le tableau d'avancement 2013 et, d'autre part, l'harmonisation des notations des sous-officiers et des militaires du rang, qui seront mises en œuvre dès 2011.

L'instruction n° 2450/DEF/EMA/RH/PRH du 12 novembre 2009 est consultable en ligne sur Intradef : http://bo.sga.defense.gouv.fr/boreale_v2

LE PÔLE DÉFENSE MOBILITÉ DE PARIS CLÔTURE LA MISE EN PLACE DES AGENCES DE RECONVERSION DE LA DÉFENSE. Huit autres sites ont déjà été inaugurés à Rennes, Marseille, Lyon, Lille, Toulouse, Toulon, Brest et Metz. Au niveau local, une antenne sera présente à terme au sein de chaque base de défense (BdD). Défense Mobilité accompagne les militaires, ainsi que leurs conjoints et les civils dans leur démarche d'accès à l'emploi.

HERVÉ MORIN À NANTES POUR PARLER RESTRUCTURATIONS. Le ministre de la Défense s'est rendu le 19 novembre en Loire-Atlantique pour y rencontrer les responsables militaires et civils de l'état-major des forces n° 2 (EMF2) et du 22^e Bataillon d'infanterie de marine (BIMa). Dans le cadre du nouveau dispositif territorial, ces deux unités seront dissoutes l'an prochain.

PERPIGNAN À SON CENTRE DE RECRUTEMENT. Un nouveau Centre d'information et de recrutement des forces armées (CIRFA) a été inauguré à Perpignan, fin novembre. Sur les 110 CIRFA prévus sur le territoire national et outre-mer, plus de 70 ont déjà été mis en place. Les CIRFA regroupent en un lieu unique les différents bureaux de recrutement de chaque armée.

LE COMMANDEMENT INTERARMÉES DES HÉLICOPTÈRES (CIH) MONTE EN PUISSANCE. Depuis la rentrée, le chef d'état-major des armées a un conseiller pour ce qui touche à l'emploi des hélicoptères au sein des trois armées et des forces spéciales. Le commandant interarmées des hélicoptères, le général Pierre Baratchart, conseille et propose des arbitrages dans l'emploi des hélicoptères et coordonne les travaux de rationalisation et de standardisation des procédures relatives aux entraînements et à l'utilisation des aéronefs.

laposte.net a déjà 10 ans... et des millions d'internautes ! Le saviez-vous ?



Le service de webmail de laposte.net, c'est bien plus qu'une simple messagerie !

Sérieux, efficace, reconnu... ce service moderne a été pensé et développé pour vous. Il vous garantit une adresse mail à vie et totalement gratuite !

Alors, créez vous aussi
votre adresse @laposte.net

laposte.net
Bien + qu'une messagerie



UE-Otan, partenaires pour la paix

Engagées dans de profondes transformations, les deux instances travaillent à mieux résoudre ensemble les crises, en Europe et dans le monde. Complémentaires pour certains de leurs États membres, elles ont des vocations différentes pour d'autres. État des lieux de la coopération UE-Otan par le professeur Mongrenier, spécialiste des questions de défense européenne et atlantique.

Dans quel cadre l'Otan et l'UE coopèrent-elles ?

Tout d'abord, il ne faut pas voir l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (Otan) et l'Union européenne (UE) comme de « grands êtres » qui existeraient et agiraient indépendamment des États qui en font partie. Et ce, d'autant plus que les décisions d'ordre diplomatique et stratégique prises en leur sein le sont à l'unanimité, ou par

consensus, et que ces deux institutions sont très largement composées des mêmes États. La coopération entre leurs deux « technostructures » respectives dépend de la bonne entente entre les pays qui composent les instances euro-atlantiques. Les désaccords que l'on a pu observer, qu'il s'agisse de visions géopolitiques, d'objectifs politiques, de définition des intérêts communs ou encore de culture stra-

tégique, ne font que refléter les oppositions existant entre certains États membres. Cela étant dit, c'est la volonté plus ou moins partagée par les Européens de développer une politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et une politique européenne de sécurité et de défense (PESD) (1) qui requiert une coopération entre l'UE et l'Otan. Quelles missions relèvent de l'une ou de l'autre ? Comment et à quelles condi-

PHOTOS : CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE



Le Comité militaire de l'Union européenne. Le Conseil réunit chaque semestre les chefs d'état-major des armées des 27 pays de l'UE.

tions l'UE pourrait-elle utiliser les moyens de l'Otan (états-majors, capacités de planification)? C'est pour répondre à ces questions que les accords de « Berlin Plus » ont été négociés, entre 1996 et 2002. Ils prévoient que l'UE peut agir avec les moyens de l'Otan sous contrôle du Commandant suprême en second des forces alliées (Deputy-Saceur). Ils ont prévalu pour les missions déployées en ex-Yougoslavie : en Macédoine (de mars à décembre 2003), en Bosnie (depuis 2004) et au Kosovo (depuis 2008). Une autre option pour appliquer la PESD consistait à recourir à l'état-major opérationnel d'une nation-cadre : celui de la France, par exemple, dans le cadre de l'opération Artémis au Congo (de juin à septembre 2003).

À partir de 2003, une troisième option a été ouverte avec la création d'une cellule civilo-militaire mise en œuvre, au besoin, au sein

de l'état-major de l'UE (EM-UE) pour la planification stratégique et la coordination d'opérations civilo-militaires. Créé en 2001 et installé à Bruxelles, l'EM-UE dépend du cabinet du Haut Représentant pour la PESC. Il fait partie du secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et reçoit ses directives du comité militaire de l'Union européenne (CM-UE), regroupant les chefs d'état-major des armées des pays membres de l'UE. Jamais encore utilisée sur le terrain, la « cellule civilo-militaire » – appelée, depuis le 1^{er} janvier 2006, centre d'opérations – pourrait, une fois activée, compter de 80 à 100 personnes. Faut-il y voir un premier pas vers un état-major stratégique opérationnel européen? Pour l'instant, les conditions d'emploi de ce centre sont restrictives, et le recours aux états-majors stratégiques de l'Otan ou à ceux des nations-cadres est clairement privilégié.

L'Otan et l'UE interviennent souvent sur les mêmes théâtres. Comment les rôles sont-ils répartis?

Au-delà de l'inévitable concurrence entre les technostructures de ces deux institutions, deux visions du futur ont, un temps, opposé les États membres : une Otan refondée avec des missions élargies ou une UE appelée à se transformer en « Europe-puissance » assumant l'ensemble des missions de défense et de sécurité sur le continent. Le débat, voire l'affrontement entre une vision constructiviste de l'Europe et une Otan globalisée sont peut-être derrière nous. Il est évident que l'Otan s'impose pour les missions les plus lourdes, les plus exigeantes en matériel et les plus risquées, ne serait-ce qu'en raison

du poids des États-Unis dans l'équilibre des puissances. Concrètement, l'UE ne va pas disputer à l'Otan le théâtre afghan, mais elle est présente sur le plan de l'aide civile et économique.

Comment gèrent-elles le développement de leurs capacités?

La coopération s'impose du fait que ces deux instances sont complémentaires et

qu'elles ne disposent que des forces que les nations mettent à leur disposition. Il faut insister sur ce point. Il n'y a ni armée Otan, ni armée UE, mais des armées nationales qui constituent le vivier où puiser pour mener des opérations européennes et atlantiques. Dès lors, il serait souhaitable d'harmoniser le développement des capacités nationales à l'intérieur des instances euro-atlantiques pour renforcer l'interopérabilité des unités alliées et apporter les réponses adéquates aux défis tactiques et stratégiques que les armées occidentales se doivent de relever. C'est aussi une question d'économie de moyens et de retour sur investissement, c'est-à-dire de rentabilité des matériels.

De fait, chaque instance a son processus capacitaire propre, ce qui ne

Beaucoup de pays membres à la fois de l'UE et de l'Otan sont demandeurs d'une plus forte relation entre les deux institutions.



ARCHIVES JS MONGRENIER

Jean-Sylvestre Mongrenier est chercheur à l'Institut français de géopolitique (université de Paris VIII) et à l'Institut Thomas More. Il a publié *La France, l'Europe et l'Otan*, (éditions Unicomm, 2006).

facilite pas la tâche des militaires. Pour l'UE, par exemple, la création de l'Agence européenne de défense (AED) a couronné la démarche capacitaire (ECAP), lancée en 1999, qui veut doter l'Europe des moyens nécessaires aux opérations qu'elle mène. Depuis la création de l'AED, les États membres tardent à débloquer les ressources pour ces missions. Pour l'Otan, cette fonction est répartie entre plusieurs agences. Il existe, certes, ►





Signature par l'Eupol et la police afghane de documents relatifs à la livraison d'équipements médicaux à Kaboul. En complément de l'action militaire de l'Otan, l'Europe participe à la reconstruction de l'Afghanistan.

► un « groupe UE-Otan » chargé de faire circuler l'information entre les deux processus, mais le mécanisme ne va guère au-delà. L'harmonisation se heurte au « gap » transatlantique, à l'insuffisance des budgets européens ainsi qu'aux intérêts financiers et industriels parfois divergents entre les États qui produisent des armements et ceux qui les achètent.

Comment évoluera le partenariat stratégique Otan-UE ?

Les accords de Berlin Plus ont une dimension avant tout technique et ils reflètent les débats de l'époque, marqués par une forte méfiance entre des pays appartenant à l'Otan et à l'UE. Pour le dire simplement, les Américains, les Britanniques et quelques autres soupçonnaient la France de chercher, non pas à détruire l'Otan, mais à la vider de son contenu politique et stratégique. Certains, en Europe, imaginaient en effet l'UE supplanter les États-Unis et l'Otan. Au vrai, le concept d'« Europe-puissance » était avant tout un leitmotiv français guère en phase avec l'évolution vers une Union paneuropéenne. Beaucoup de pays simultanément

membres de l'UE et de l'Otan sont, au contraire, demandeurs d'une plus forte relation politique et stratégique entre les deux institutions.



Anders Rasmussen, secrétaire général de l'Otan, et Javier Solana, secrétaire général du Conseil européen, ici au Conseil de l'UE.

Dans l'immédiat, les accords de Berlin Plus pourraient être redéfinis. Mais le risque serait de rallumer le conflit du « QG de Tervuren », le projet d'état-major stratégique de l'UE, en Belgique, auquel les Britanniques s'étaient notamment opposés pour ne pas risquer de faire concurrence à l'Otan.

En outre, l'Otan et l'UE sont engagées dans une transformation incertaine. Pour la première, un nouveau concept straté-

gique doit être élaboré. Il verra peut-être le jour lors du sommet atlantique de Lisbonne de 2010. Mais c'est le terrain qui commande, notamment en Afghanistan. Quant à l'UE, la mise en place du traité de Lisbonne pourrait accroître la capacité d'action extérieure, au plan institutionnel du moins. À cet égard, la bonne coopération entre le Conseil européen et la Commission – un enjeu interne à l'UE, mais qui a ses prolongements à l'extérieur – est au moins aussi importante que la coopération avec l'Otan ! Une fois les lignes de force dégagées pour chacune de ces instances, nous y verrons plus clair. D'ici là, il faut être patient. Le problème, c'est que les défis se posent ici et maintenant.

Propos recueillis par Linda Verhaeghe

(1). La politique étrangère de sécurité commune (PESC) a été instaurée par le traité de Maastricht, signé en 1992, pour que l'Union européenne puisse jouer un rôle politique sur la scène internationale. Évoquée alors, la politique de défense de l'Europe ne verra le jour qu'en 2001 avec le traité de Nice, qui instaure la politique européenne de sécurité et de défense, ou PESD.

Aujourd'hui en pleine forme... mais demain ?

Votre sérénité et celle de vos proches : mieux vaut y penser maintenant !

Au-delà de 60 ans le risque de dépendance double tous les cinq ans... La dépendance commence quand vous ne pouvez plus **assumer seul des actes aussi simples** que se laver, s'habiller, préparer un repas ou sortir son compagnon à quatre pattes. C'est aussi **devoir compter sur ses proches** en cas de perte d'autonomie ou de facultés mentales.

Dans le souci constant d'offrir à ses adhérents les meilleures garanties face aux aléas de la vie, le GMPA vous propose de prendre en main votre avenir avec **une protection en cas de dépendance partielle ou totale.**

"GMPA DÉPENDANCE" c'est :

- Des prestations graduées en fonction de l'état de dépendance.
- Des services d'assistance avec des solutions adaptées à votre état de santé.
- Un capital en cas de décès sans dépendance.
- Des cotisations qui n'augmentent pas en fonction de votre âge ou de votre état de santé.

... et un conseiller qui vous connaît bien à vos côtés.



01 58 85 04 00

www.gmpa.asso.fr

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS

Adresser au : GMPA - Tour Neptune - CC 0402 - 20, place de Seine - 92086 La Défense Cedex

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____
E-mail : _____

Quelques renseignements vous concernant

Age : _____
Situation de famille : _____
Adhérent GMPA n° (éventuellement) : _____

Je souhaite obtenir davantage d'informations sur :

- GMPA Dépendance**
 Les autres produits GMPA

Je vous remercie :

- de m'adresser une documentation par courrier
 de me contacter par téléphone :

Domicile : _____ entre _____ h et _____ h
Bureau : _____ entre _____ h et _____ h
Portable : _____ entre _____ h et _____ h

STEPHANE FROIDURE

LE BRIGADIER GUISSÉ DÉFINITIVEMENT FRANÇAIS

Le ministre de la Défense Hervé Morin a exprimé sa vive satisfaction devant la décision de la cour d'appel de Rouen qui, a reconnu, le 18 novembre, la nationalité française du brigadier Ounoussou Guissé. Le jugement en appel a confirmé celui de première instance rendu en septembre

2008, qui avait déjà reconnu la nationalité française au militaire. « *Le brigadier Guissé continue de servir la France sous les couleurs du 1^{er} Régiment de hussards parachutistes* », s'est félicité le ministre. Le brigadier Guissé a été reçu en octobre par le ministre qui lui a témoigné son soutien.



RÉUNION DES CHEFS D'ÉTAT-MAJOR EUROPÉENS

Le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA), a participé à la réunion du comité militaire de l'Union européenne (CMUE), le 4 novembre. Représentant les 27 pays membres, les CEMA ont fait le point sur la politique européenne de sécurité et de défense (PESD), qui fête cette année ses dix ans, et sur les opérations militaires de

l'Union Européenne en cours, dont l'opération de lutte contre la piraterie Atalante. Organe militaire le plus élevé au sein du Conseil européen, le CMUE était présidé depuis 2006 par le général français Henri Bentégeat. Le 6 novembre, il sera remplacé par le général Håkan Syrén, ancien commandant en chef des forces armées suédoises.

L'A400 M AU CŒUR DES DISCUSSIONS ENTRE LES MINISTRES FRANÇAIS ET ALLEMAND DE LA DÉFENSE

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a reçu, le 18 novembre, le nouveau ministre fédéral allemand de la Défense, Karl-Theodor zu Guttenberg. Au cours de leur discussion, les deux ministres ont évoqué l'avenir du futur avion de transport A400M, réaffirmant leur volonté de voir aboutir ce programme majeur

pour l'industrie européenne de Défense et les forces armées. À l'heure des négociations avec le constructeur Airbus Military au sujet des dates de livraison, les ministres ont demandé un « geste » financier de la part d'EADS (maison mère d'Airbus Military) en compensation des quatre ans de retard accumulés.



LANCEMENT DES RÉNOVATIONS DU HARTMANNSWILLERKOPF

Le secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, Hubert Falco, a lancé, le 4 novembre, une opération de rénovation et de mise en valeur du site du Hartmannswillerkopf (Vosges). Monument national inauguré en 1932, le site évoque les combats de la Grande Guerre qui se dérouleront sur cette crête en 1915. Le

projet, d'un montant de 6 millions d'euros sur cinq ans prévoit, outre la restauration du monument, la construction d'un musée mémorial. « *Ce projet rend hommage aux morts et transmettra aux générations futures le message qu'ils nous ont laissé: plus jamais ça!* », a déclaré le secrétaire d'État.

LE CEMA INSPECTE LA MARINE À TOULON

Le général Jean-Louis Georgelin, chef d'état-major des armées (CEMA), a participé, le 19 novembre, à une plongée à bord du sous-marin nucléaire d'attaque *Saphir*. Au cours de sa visite d'inspection, il a assisté à une démonstration tactique d'approche et de pistage discret de la frégate *Jean de Vienne*, qui simulait un

objectif d'intérêt militaire. Le général Georgelin a ensuite rejoint le pont d'envol du *Charles-de-Gaulle*, où le capitaine de vaisseau Rolland, commandant du bâtiment, lui a fait un point sur la montée en puissance des capacités du porte-avions, engagé dans la dernière étape de sa préparation opérationnelle.



SIRPA/MARINE

LA DGA CIBLE LES PME

Quelque 300 PME spécialisées dans le domaine de la recherche et de la technologie (R&T) ont participé, le 4 novembre, à la deuxième édition des « Ateliers R & T » organisés par la Direction générale de l'armement (DGA) au palais des congrès d'Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine). Le matin, une assemblée plénière a permis

aux participants de découvrir la politique de R & T de la DGA ainsi que les aides à l'innovation associées mises à leur disposition par le ministère. L'après-midi, les représentants des PME ont pu participer à onze ateliers spécifiques mis en place pour connaître en détail les orientations technologiques par pôles de compétence.



FRANÇOIS VRIGNAUD / DGA



CHRISTOPHE HJARD / DICOD



BRUNO BIASUITO / DICOD

CHRISTIAN PIOTRE S'ADRESSE AUX CHEFS D'ENTREPRISES

À l'invitation du Groupement des professions de services et de l'Institut esprit service, le secrétaire général pour l'administration (SGA), Christian Piotre, a réaffirmé, le 12 novembre, au MEDEF que la réflexion sur l'évolution des relations avec les entreprises tenait toute sa place, au moment où le ministère s'engage dans

une réforme importante. Devant les 350 chefs d'entreprise réunis à cette occasion, le SGA a souligné l'ampleur des restructurations du ministère, qui permettent à l'État d'offrir du foncier, des aides économiques à l'aménagement et une offre de compétence, à travers la reconversion du personnel militaire.

LES ARMÉES COMMANDENT 60 RAFALE

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a approuvé, lors du Comité ministériel des investissements (CMI) du 12 novembre, une commande de 60 avions de combat Rafale pour la marine et l'armée de l'air. Prévus dans la loi de finance 2009, cette commande porte à 180 le nombre d'appareils commandés. Conformément à la loi de

programmation militaire, les dates de livraison seront ajustées en fonction de celles liées aux contrats à l'exportation. Les Rafale livrés seront équipés d'un nouveau radar à antenne active et de moyens d'autoprotection renforcés. La Direction générale de l'armement notifiera le marché aux industriels concernés avant la fin de l'année.

Décision n° 09-D-19 du 10 juin 2009 de l'Autorité de la concurrence relative des pratiques mises en œuvre dans le secteur du déménagement de personnels militaires ressortissant au CTAC de l'armée de terre à Nancy

L'autorité de la concurrence a rendu le 10 juin 2009 une décision par laquelle elle sanctionne dix-neuf entreprises de déménagement, pour avoir réalisé des devis de complaisance en vue de fausser la concurrence en ce qui concerne le déménagement des militaires.

Le déménagement des personnels militaires est régi par des dispositions réglementaires particulières qui imposent à ces derniers de présenter à leur administration deux ou trois devis concurrents en vue du remboursement de tout ou partie d'un déménagement lié à une mutation.

L'enquête a établi que les entreprises ne se faisaient pas réellement concurrence dans de nombreux cas en établissant mutuellement des devis « de couverture ».

L'autorité a estimé que ces pratiques étaient graves, car elles ont eu pour objet et pour effet d'entraîner une répartition artificielle du marché entre les entreprises et de faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu de la concurrence.

Dix-neuf entreprises ont été sanctionnées pour un montant total d'un peu plus de 600 000 euros. L'autorité a prononcé des sanctions proportionnées en tenant compte de la gravité des comportements en cause, de l'importance du dommage causé à l'économie, de la situation individuelle des entreprises et de la circonstance que trois sociétés n'ont pas contesté les griefs. Elle a infligé :

- à la société Commissionnaires Verts, une sanction de 25 000 euros,
- à la société Gangloff Michel et Fils, une sanction de 10 000 euros,
- à la société Seegmuller et Cie, une sanction de 57 000 euros,
- à la société Charl' Antoine, une sanction de 37 350 euros,

- à la société Euromoving, une sanction de 12 400 euros,
- à la société Wincanton-Mondia, une sanction de 100 000 euros
- à la société Déménagements Rollet, une sanction de 2 500 euros
- à la société Transports Stoeckel, une sanction de 7 000 euros,
- à la société Partner Plus Services, une sanction de 4 000 euros,
- à la société Lovest, une sanction de 9 000 euros,
- à la société Schmid & Kahlert France, une sanction de 20 000 euros,
- à la société TTDI, une sanction de 25 000 euros,
- à la société LTJH, une sanction de 140 000 euros,
- à la société Beyer Simon déménagements, une sanction de 15 000 euros
- à la société Demelux, une sanction de 47 000 euros,
- à la société Déménagements Claude Heiss, une sanction de 75 000 euros
- à la société Déménagements LANG, une sanction de 9 000 euros,
- à la société Transports Déménagements Berg, une sanction de 10 000 euros
- à la société Aaction Dem, une sanction de 13 000 euros

Les sociétés du même groupe Seegmuller, Charl' Antoine, Euromoving, qui n'ont pas contesté les griefs, ont pris des engagements, notamment vis-à-vis de l'administration militaire pour améliorer le fonctionnement de la concurrence et la sincérité des procédures.

Cette décision a fait l'objet de recours devant la cour d'Appel de PARIS.

Plus douce sera la chute

Haut de 25 mètres sur 47 mètres de long pour un poids de 200 tonnes, le portique ressemble à un Meccano fait d'un assemblage de poutrelles et de tubes. Cette structure géante, nommée Medyna (pour « moyen d'essais dynamiques pour aéro largage »), équipe depuis octobre dernier le Centre d'essais aéronautiques de Toulouse de la Direction générale de l'arme-

ment (DGA), situé sur la commune de Balma, à la périphérie de la ville. L'installation de Medyna au CEAT est la conséquence du rapprochement de ce dernier avec la base d'essais du Centre d'essais en vol de Toulouse (voir encadré). Deux millions d'euros ont été investis dans la conception de ce nouveau banc d'essais qui permet de simuler le largage aérien d'une charge lourde pour étudier son impact au sol au plus proche des conditions réelles. Medyna peut recevoir des charges allant de quelques centaines de kilos à une vingtaine de tonnes. Les tests effectués prennent en compte l'angle d'arrivée de la charge au sol ainsi que les vitesses de chute – verticale (10 mètres/seconde environ) et horizontale (12 mètres/seconde environ). « Ces vitesses ont été calculées à partir des conditions rencontrées habituellement sur des théâtres d'opérations », précise

Medyna, banc d'essais simulant le largage aérien d'une charge pour étudier son impact au sol, vient d'être installé au CEAT, près de Toulouse. Il doit permettre de travailler sur des charges plus lourdes, et à moindre coût.

ment (DGA), situé sur la commune de Balma, à la périphérie de la ville. L'installation de Medyna au CEAT est la conséquence du rapprochement de ce dernier avec la base d'essais du Centre d'essais en vol de Toulouse (voir encadré).

Deux millions d'euros ont été investis dans la conception de ce nouveau banc d'essais qui

Marc Portes, chef de la base du CEV Toulouse. Divers paramètres sont pris en compte. « Lors des essais, des capteurs d'accélération sont installés sur le système d'armes. Des caméras numériques à enregistrement rapide (5 000 images/s) situées au sol, près du point d'impact, filment l'essai », explique Didier ▶

Medyna testera les charges largables par l'A400M.



BRUNO BIASITTO / DICOD

Un centre en expansion

Le Centre d'essais aéronautiques de Toulouse (CEAT) verra ses domaines d'activité élargis, en application de la politique de modernisation de la Direction générale de l'armement (DGA), qui prévoit notamment :

- le rapprochement du CEAT et de la base d'essais du Centre d'essais en vol (CEV), appartenant tous deux à la DGA. Ces établissements fusionneront le 1^{er} janvier 2010 et seront regroupés en 2011 sur le site de Balma, près de Toulouse pour devenir DGA Techniques aéronautiques.
- le transfert à Balma des activités « Dommages des rayonnements sur les armes et munitions » et « Dommages des rayonnements sur les équipements et personnels » menées actuellement par le Centre technique des systèmes navals (CTSN, futur DGA Techniques navales), près de Toulon. Leur fusion donnera naissance à un centre de compétence AGREM (AGRESSIONS ElectroMagnétiques).
- le transfert de deux laboratoires du Centre d'expertise parisien (CEP, futur DGA Ingénierie des projets), situé à Arcueil (Val-de-Marne), l'un travaillant sur les matériaux terrestres, les peintures navales et la corrosion, et l'autre sur la furtivité, le camouflage et les signatures optiques.



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

► Evanno, chef de la division « Moyens sol et installations embarquées » au centre d'essais en vol (CEV). **Le dispositif permettra de limiter le nombre d'essais en vol.**

En opération, les équipements sont largués à une altitude comprise entre 300 et 500 mètres, suspendus à des parachutes, et doivent se poser avec précision et en douceur, au plus près des troupes au sol. « L'aérolargage constitue l'une des capacités d'appui et de soutien par voie aérienne des forces engagées lors d'une opération, rappelle Bernard Osterroth, ingénieur général de l'armement et directeur du CEAT, le jour de l'inauguration de Medyna. Le fret alimentaire, des missiles sol-air, des véhicules ou des engins du génie, des hôpitaux de campagne et divers systèmes d'armes sont livrés ainsi. » Les équipements doivent bien entendu parvenir à leurs destinataires en bon état de fonctionnement. Dans l'aérolargage, l'étape la plus critique est celle de l'impact au sol. Il faut tenir compte de la conformation du terrain, mais aussi des conditions météo défavorables que la charge peut rencontrer durant sa « chute ».

« Avant l'installation de Medyna, nous réalisons des essais d'aérolargage depuis des Transall ou Hercules. Nous disposons aussi d'un portique pour reproduire l'impact au sol, en vitesse verticale, de masses limitées à 10 tonnes, explique Marc Portes. Grâce aux simulations rendues possibles avec ce nouveau moyen, nous allons

Des caméras numériques à enregistrement rapide (5 000 images/secondes) sont installées près du point d'impact.

pouvoir travailler sur un spectre plus large, c'est-à-dire sur des charges plus massives, et, surtout, limiter le nombre d'heures d'essais en vol, bien plus coûteuses que la simulation. »

Ce système est taillé pour tester les futures charges d'une vingtaine de tonnes livrables par l'A400M, le futur avion de transport lourd qui doit remplacer les actuels Transall et Hercules. Pour l'instant, Medyna peut reproduire les conditions d'aérolargage de charges de 10 tonnes (le poids d'un véhicule de l'avant blindé). Progressivement, les essais porteront sur des charges plus lourdes.

■ Tania Sotty

Au cœur d'Aerospace Valley

Principal centre européen en matière d'essais au sol des aéronefs militaires et civils, le Centre d'essais aéronautique de Toulouse (CEAT), le futur DGA Techniques aéronautiques, met son savoir-faire et ses moyens d'essais au service de nombreux industriels installés dans la région toulousaine. Parmi ses partenaires figurent Airbus (essais de grandes structures et matériaux), Dassault Aviation (structures), Messier-Dowty (trains d'atterrissage de grande dimension), Messier-Bugatti (pneus, roues, freins).

Le CEAT est situé au cœur de l'Aerospace Valley, le pôle de compétitivité aéronautique et spatial de Midi-Pyrénées-Aquitaine. « Le centre participe déjà à certains projets, explique Bernard Osterroth, son directeur. Avec MESSIR, un moyen de test dans le domaine des composites de grandes dimensions », en partenariat avec Airbus et Latécoère « et EMMA, dans celui des essais de foudre », conduit avec EADS Innovation works. « Nous nous intéressons également à tout ce qui concerne l'informatique embarquée dans les aéronefs actuels et ceux du futur. »

LE DOUBLE DVD ÉVÉNEMENT

AVIATEURS 75 ans d'aventures

+ DE 2 HEURES DE BONUS

VIBREZ À LEURS CÔTÉS

75 ANS
ARMÉE DE L'AIR
1934 - 2009

ecpa ▶ d
www.ecpad.fr

ecpa ▶ d
BOUTIQUE

BON DE COMMANDE (à découper ou à recopier)

À renvoyer, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de : l'agent comptable de l'ECPAD
ECPAD • Pôle commercial, département ventes - 2 à 8, route du Fort - 94205 Ivry-sur-Seine Cedex
Tél. : 01 49 60 59 61 - Fax : 01 49 60 52 40 - ventes-archives@ecpad.fr - www.boutique.ecpad.fr

* Frais d'expédition offerts pour la France métropolitaine ; autres destinations, nous consulter.
Conditions générales de vente disponibles sur www.ecpad.fr.

M^{me}, M^{lle}, M _____ Prénom _____
Rue _____ Ville _____ Code postal _____
Tél. _____ E-mail _____

Date :

Signature :

Commander par internet : www.boutique.ecpad.fr

Désignation de l'article	Prix unitaire TTC	Quantité	Montant TTC
Aviateurs, 75 ans d'aventures	19,90 €		
Total à payer			



2
DVD
VIDEO

Conformément à la loi informatique et Liberté du 6 janvier 1978 vous disposez d'un droit constant d'accès et de rectification aux informations vous concernant.
Les informations recueillies sont destinées à un usage interne.

Je souhaite recevoir gratuitement le catalogue 2009



**BONNE ANNÉE À TOUS
LES MILITAIRES
FRANÇAIS**

Dessine-moi un Noël

Chaque année, des soldats français passent les fêtes de Noël loin de leur famille, en Opex. L'Association Solidarité Défense leur expédie des colis avec, à l'intérieur, des dessins réalisés par des enfants. Une initiative soutenue par l'Education nationale et qui séduit chaque année un nombre croissant d'écoles.

Une vingtaine de militaires se tiennent par la main devant un sapin de Noël. Tout autour des personnages de cette scène, des mots comme solidarité, paix, amitié, camaraderie... Le dessin est signé de Thibaut, 7 ans. Avec des milliers d'autres enfants, il a participé à l'opération « Dessins de Noël » organisée par Solidarité

Défense. Depuis quinze ans, cette association envoie des colis aux militaires français en opérations extérieures (Opex) pour les fêtes de fin d'année. « Pour nos soldats, ces paquets, qui comportent chacun un dessin d'enfant, sont le signe que nos concitoyens ne les oublient pas », rappelle le général Henri Bulit, délégué général de l'association. Des colis semblables



sont adressés aux blessés et aux conjoints des militaires décédés.

Une centaine d'écoles ont participé à cette opération soutenue par le ministère de l'Éducation nationale. « Près de 20 000 enfants âgés de 5 à 11 ans ont pris leurs crayons de couleur pour faire un dessin à l'intention d'un militaire, se réjouit le général Bulit. L'initiative séduit chaque année davantage d'écoles, et nous sommes submergés par les demandes. » Sapins, cadeaux, pères Noël mais aussi chars et avions de combat sont abondamment représentés. Les instituteurs ont donné comme consigne aux enfants d'exprimer les sentiments de paix, de fraternité et de joie pour souhaiter un joyeux Noël aux femmes et hommes qui passent cette journée loin de leur famille. « En faisant mon dessin, j'ai pensé à mon papa, qui est militaire et qui est souvent en mission », assure Thibaut, dont le dessin a le privilège d'illustrer la carte de vœux de Solidarité Défense.

Plus de 14 000 colis confectionnés

Bien sûr, les destinataires sont invités à répondre au moyen d'une carte de vœux insérée dans le colis qu'ils reçoivent. « À leur retour d'Opex, certains soldats se rendent même

dans des établissements scolaires, avec l'accord des professeurs, pour y témoigner de ce qu'ils ont vécu pendant leur mission », poursuit le général Bulit.

Les dessins sont envoyés à l'Hôtel national des Invalides à Paris, où ils sont insérés dans les colis qui seront expédiés vers les différents théâtres d'opérations. Cette année, plus de 14 000 colis ont été ainsi confectionnés par les nombreux bénévoles de l'Association nationale des femmes de militaires (Anfem), de l'Association de réflexion, d'information et d'accueil ▶

La préparation des colis à l'Hôtel des Invalides, sous l'œil attentif du chef d'état-major des armées, le général Georgelin, et de l'amiral Lanxade, président de Solidarité Défense.

Solidarité Défense, depuis 1994

L'association Solidarité Défense a été créée en 1994 à l'instigation des autorités civiles et militaires du ministère. Son action est tournée en priorité vers les soldats gravement blessés ou les familles endeuillées. Elles les épaulent en leur accordant des aides financières (achats de matériel médical ou informatique pour handicapés, financement de stages de reconversion, etc.), un soutien moral et matériel (visites à l'hôpital, à

domicile) et un soutien administratif (dossiers divers, rôle d'intermédiaire avec l'institution militaire). Ces aides peuvent aussi s'exercer au profit de membres du personnel de la Défense ayant subi hors service des préjudices physiques aux conséquences particulièrement graves pour eux-mêmes et leurs familles.

Plus d'information sur www.solidarite-defense.org



DANIEL PAYET EMS



► des familles de militaires en activité (Aria) et d'organisations de réservistes comme l'Union nationale des officiers de réserve (Unor) ou la Fédération nationale des associations de sous-officiers de réserve (Fnasor). « Au moment des fêtes de fin d'année, beaucoup de gens veulent se manifester auprès des militaires qui vont vivre ces moments séparés de ceux qu'ils aiment », remarque le général Henri Bult. Des collégiens, des lycéens de la région parisienne

« C'est très touchant de recevoir un cadeau de la part d'enfants. Généralement, c'est l'inverse, ce sont les adultes qui offrent des cadeaux. »

et, pour la première fois, une association de quartier de Seine-Saint-Denis (93) participent à la confection des paquets. « Je suis content d'être ici pour remplir les colis à l'attention des militaires. C'est une manière de dire qu'on pense à eux, s'enthousiasme un jeune lycéen. On y place des confiseries, un mug, ainsi que divers autres cadeaux et le dessin d'enfant. » « Pour les Français, c'est une façon de se rapprocher de leur armée, avec les plus jeunes comme ambassadeurs », commente le général Henri Bult.

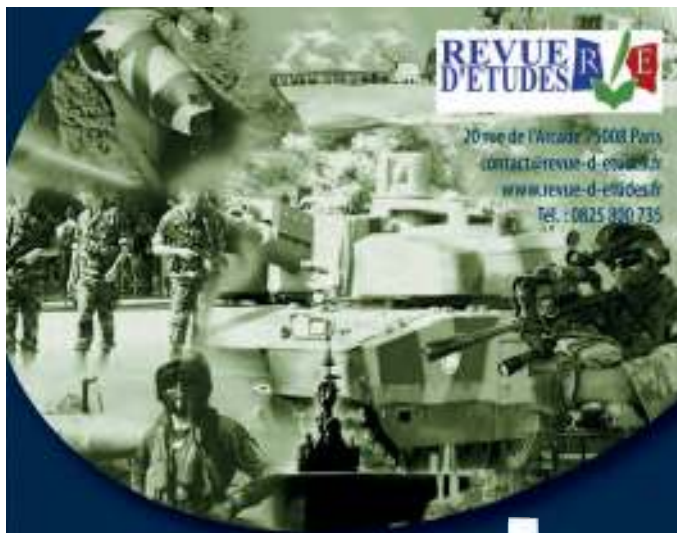
Les colis ont avant tout valeur de symbole. Mais cette petite attention touche beaucoup les soldats. « Quand vous êtes loin de votre famille et que vous recevez un colis à Noël, c'est toujours un événement. Et le plus émouvant, ce sont les dessins d'enfants, témoigne un jeune caporal qui était en Opex l'année dernière. C'est très touchant de recevoir un cadeau de la part d'enfants. Généralement, c'est l'inverse, ce sont les adultes qui offrent des cadeaux. »

Les premiers paquets ont été expédiés par voie militaire, début décembre. Mais attention : pas question de les ouvrir avant le jour de Noël ! ■



Ci-contre : Le dessin de Thibault, qui illustre la carte de vœux envoyée aux militaires.

Carine Bobbera



**VOUS PRÉPAREZ UN CONCOURS
OU UN EXAMEN NÉCESSITANT
DE LA CULTURE GÉNÉRALE ?**

La Revue d'Etudes, entité du groupe Demos, vous propose plus de

**300
fiches de
synthèse**

Thèmes

- Droit
- Sociologie
- Economie
- Sciences
- Données générales
- Philosophie politique
- Relations internationales
- Problèmes de société...

**Vous préparez un examen
ou un concours du
ministère de la défense ?**

Personnels militaires et civils : Armée de terre, Armée de l'air, Marine nationale, Gendarmerie nationale, Services communs...

Faites confiance à la Revue d'Etudes qui organise ces préparations depuis près de 100 ans !



Fiches disponibles sur www.revue-d-etudes.fr
ou demande par mail à contact@revue-d-etudes.fr
par tél. au 0825 880 735



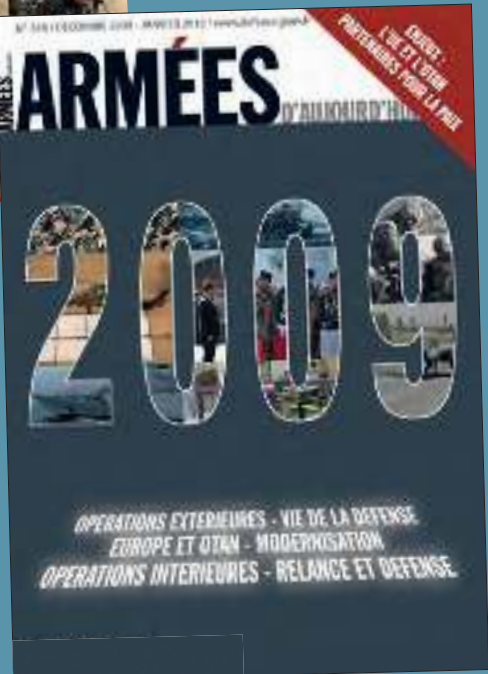
Pour être au cœur de la défense



Chaque mois, découvrez nos *forces en action*, les enjeux de notre stratégie de défense, les facettes de l'industrie et des technologies de l'armement. Participez aux débats des armées et renforcez votre culture militaire. Avec ses 68 pages et sa version online, *Armées d'aujourd'hui* est le magazine indispensable de ceux qui veulent des repères pour la défense d'aujourd'hui.

Abonnement	Public			Personnel de la défense*		
	France	Dom-Tom par avion	International par avion	France	Dom-Tom par avion	International par avion
1 an (10 n ^{os})	20 €	30 €	35 €	15 €	25 €	30 €
2 ans (20 n ^{os})	35 €	55 €	65 €	25 €	45 €	55 €

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).



Abonnez-vous !

BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom et prénom Grade ou fonction

Adresse Localité Code postal

Renseignements statistiques

Âge Profession Secteur d'activité Nom de l'entreprise

Abonnement souhaité

Normal Spécial* France Étranger/Dom-Tom/Par avion

1 an 2 ans Nombre d'exemplaires

* Personnel de la défense, réserviste, étudiant, lycéen, correspondant défense (sur justificatif).

ARMÉES D'AUJOURD'HUI

Joindre à la commande le règlement à l'ordre de : M. l'agent comptable de l'ECPAD, et envoyer celui-ci à :

ECPAD / Service abonnements, 2 à 8 route du Fort / 94205 Ivry sur Seine CEDEX. Tél. : 01 49 60 52 44 - Fax : 01 49 60 59 92. Email : routage-abonnement@ecpad.fr

Les informations recueillies dans ce document sont nécessaires au traitement de votre commande et destinées à nos services internes. Elles ne sont en aucun cas communiquées et peuvent donner lieu au droit d'accès et de rectification prévu par l'article 27 de la loi du 6/01/1978.

Succédant à *la Marseillaise*, le *Deutschlandlied* – le Chant d'Allemagne – a retenti sous l'Arc de triomphe, le 11 novembre dernier, entonné par le Chœur de l'armée française. La chancelière allemande, Angela Merkel, et le président de la République, Nicolas Sarkozy, se sont recueillis côte à côte sur la tombe du soldat inconnu après avoir ravivé ensemble la flamme du souvenir, quatre-vingt-onze ans après l'armistice de 1918. Un moment inédit depuis le début du rapprochement, il y a pratiquement soixante ans, entre Paris et Berlin, puisque c'est la première fois qu'un chef de gouvernement allemand participait à la cérémonie du 11 Novembre à Paris. En 1984, le chancelier Helmut Kohl et le président François Mitterrand avaient rendu hommage, main dans la main, aux morts de la Grande Guerre, mais à l'ossuaire de Douaumont, à Verdun, et en septembre. Nicolas Sarkozy a reconnu la valeur du « geste exceptionnel d'amitié, dont chaque Français mesure la portée », un « geste historique qui honore la France » venant d'une « grande amie de la France ». « Soyez certains qu'en tant que chancelière allemande, je suis consciente de la portée de ce geste », lui a répondu Angela Merkel, qui a insisté sur la « force de la réconciliation » et de « l'amitié » franco-allemande, moteur de la construction européenne. C'est « un trésor » qu'il faut « préserver et faire fructifier », a approuvé Nicolas Sarkozy. ■

Arnaud Hunter-Rousselle

La France et l'Allemagne



ÉRIC FEFERBERG / APP

unies autour du 11 Novembre



**Nicolas Sarkozy
et Angela Merkel,
entourés de
deux enfants
d'une école
franco-
allemande et de
deux soldats de
la Brigade franco-
allemande.**

2000



LES





Être présent sur tous les fronts. De l'Afghanistan au Kosovo en passant par le Liban et l'Afrique, sans oublier le golfe d'Aden, pas moins de 10 000 militaires étaient engagés, au mois de novembre, **en opération extérieure**. Vous retrouverez dans ce dossier les principaux événements qui ont jalonné l'année de ces « forces en action ». Mais ces forces ne pourraient remplir leurs missions sans le soutien de l'ensemble du ministère. L'institution, engagée dans le **chantier de la modernisation**, a d'ailleurs elle aussi, connu un lot d'événements riches. Cette rétrospective 2009 lui accorde une large place. Il faut aussi considérer cette année le rôle accru de la Défense, au sein des grandes instances internationales que sont **l'Union européenne et l'Otan**. Sur le territoire national, l'agenda de 2009 a été bien rempli. Outre les missions de service public, le soutien à l'activité économique du pays a été un engagement fort en 2009, qui a vu un accroissement des commandes dans le cadre du **plan de relance**. Une année riche en événements qu'on ne peut clore sans évoquer ceux qui ont payé par le sacrifice de leur vie l'engagement au service de la France. C'est aussi, et avant tout en pensant à eux que la rédaction d'*Armées d'aujourd'hui* a réalisé cette rétrospective.

ÉVÉNEMENTS



DOSSIER RÉALISÉ PAR GUILLAUME CLARET ET YANN BRAND

Tandis que la lutte contre la piraterie maritime dans le golfe d'Aden s'intensifie, les troupes françaises poursuivent leurs actions en Afghanistan.



MARINE NATIONALE

Le Jean de Vienne contre les pirates

4 janvier

Dans le golfe d'Aden, la frégate Jean de Vienne a déjoué deux attaques de pirates dans le cadre d'Atalante, opération européenne de lutte contre la piraterie. Le bâtiment français s'est porté au secours de deux

cargos battant pavillons croate et panaméen grâce à l'intervention rapide de ses commandos marines embarqués, appuyés par un hélicoptère Panther. Les militaires ont découvert dans les embarcations des assaillants des fusils d'assaut et des lance-roquettes. Au total, 19 pirates de nationalité somalienne ont été remis aux autorités de leur pays. Atalante, première opération maritime de l'UE, a été adoptée le 10 novembre 2008 par le Conseil de l'Union européenne.



Rafale en Afghanistan



13 janvier

Trois Rafale de la base de Saint-Dizier ont relevé trois des six Mirage sur la base interalliée Otan de Kandahar (Afghanistan). Engagés en patrouille mixte avec trois Mirage 2000D, les Rafale sont chargés d'assurer des missions de présence dissuasive, de démonstration de force ou d'appui aérien rapproché. Les Rafale quitteront le sol afghan le 16 mai.

CYRIL AMBOISE / SIRPA AIR



B. BIASUTTO / DICOD

Kosovo : dispositif renforcé

23 février

Des incidents entre les communautés serbe et kosovare s'étaient produits au lendemain de l'indépendance du Kosovo, le 17 février 2008. Pour le premier anniversaire de cet événement, la KFOR a accentué la posture d'alerte de l'une de ses composantes sous commandement français : la Task Force Multinationale-Nord.



ARNAUD ROINÉ / ECPAD

Tchad/RCA : la Minurcat prend le relais de l'EUFOR

15 mars

Mission de l'Onu au Tchad et en République Centrafricaine, la Minurcat a pris le relais de l'EUFOR. La force de l'Union européenne avait pour mandat de protéger les populations civiles, de contribuer au soutien de la paix dans la région et de favoriser le travail des ONG dans les camps de réfugiés situés dans l'Est du pays. Sur les 1 600 militaires français de l'opération, 700 ont été désengagés très rapidement, tandis que 850 rejoignent les forces de l'ONU.



14-23 mars

Afghanistan : succès en vallée d'Alasāi

Le Groupement tactique interarmes Kapisa appuyant les premier et second kandak (bataillons) de l'Armée nationale afghane, a conduit avec succès une opération d'envergure en vallée d'Alasāi. 800 militaires afghans et français, soutenus par des hélicoptères, ont repris une zone jusque-là tenue par les insurgés. Cette opération a permis de construire deux bases permanentes de l'armée afghane.

ARNAUD BEINAT / MAXPPP

**Grâce à la création de la Task Force La Fayette,
la coopération avec les forces de sécurité afghanes gagnera en efficacité.**

En Côte d'Ivoire, les militaires français réduisent leur dispositif.



MARINE NATIONALE

Golfe d'Aden : libération d'otages du *Tanit* détenus par des pirates

10 avril Après s'être engagé dans le golfe d'Aden, le voilier est attaqué, le 4 avril, à environ 700 kilomètres des côtes somaliennes. L'état-major des armées (EMA) a mis sur pied une cellule de crise. Après de longues négociations infructueuses, la vie des otages étant menacée, l'assaut est donné le 10 avril par les commandos marine. Quatre otages ont été libérés, un cinquième a trouvé la mort au cours des échanges de tir. Deux des pirates ont été abattus.



I. SANOGO / AFP

Côte d'Ivoire : redéploiement de la force Licorne

3 juin La situation du pays s'améliorant, les 950 militaires français se réorganisent. Un bataillon (BATLIC) basé à Abidjan est créé, et le groupement tactique interarmes et la base de soutien interarmées fusionnent. La France était intervenue après une tentative de coup d'État en 2002 pour protéger ses ressortissants, puis avait reçu un mandat de l'Ou.

Sud-Liban : test de grande ampleur pour le GTIA français

2-4 juillet Les soldats du groupement interarmes (GTIA) français de la Force intérimaire des Nations unies au Liban (Finul) ont réalisé un exercice de grande ampleur. Plus de 400 militaires et 65 véhicules, dont les chars Leclerc et les AMX 10, ont testé la capacité des casques bleus à contrôler en un minimum de temps leur zone de responsabilité. La France est le deuxième contributeur en troupes de la Finul.



B. BIASUTTO / DICOD



SEBASTIEN LAFARGUE / ECPAD



PASCAL GUIYOT / AFP

Afghanistan : sécurisation de l'élection présidentielle

Les forces françaises œuvrant au sein de la FIAS (Force internationale d'assistance à la sécurité) ont contribué à la tenue, dans de bonnes conditions, de l'élection présidentielle qui s'est déroulée en Afghanistan le 20 août. Le Bataillon français (BATFRA) a élaboré un dispositif de soutien de la police et de l'armée afghanes au plus près des bureaux de vote. Si la situation est restée stable, dans l'ensemble, les militaires français ont dû cependant répliquer, avec l'appui des hélicoptères Tigre, à l'attaque d'un centre de vote par les insurgés dans la vallée d'Uzbeen. Malgré cet épisode, on a dénombré 60 % de votants dans le secteur de Surobi et 45 % dans la vallée d'Uzbeen, un taux bien supérieur à la moyenne nationale. Aujourd'hui, près de 3 750 militaires français opèrent sur le territoire afghan, mais aussi depuis Douchanbe au Tadjikistan et dans l'océan Indien.

20 août



Afghanistan : création de la Task Force La Fayette

Le dispositif français a connu une profonde réorganisation avec le basculement de ses implantations vers les zones de Kapisa et Surobi (Nord-Est de Kaboul). Les forces ont été regroupés au sein de la Task Force La Fayette. Basée à Nijrab (Kapisa), elle est dirigée par le général de division Marcel Druart et placée sous le Commandement régional Est (RC-E) sous autorité américaine. Grâce à ce regroupement les missions de sécurisation et de contrôle de zones au profit de la population ainsi que les opérations menées conjointement avec les forces de sécurité afghanes gagneront en efficacité. Dans le même temps, les forces françaises participent à la montée en puissance de l'armée afghane à travers l'opération Épidote, qui entend de former les officiers afghans. De même, avec leurs homologues américaines, elles forment les unités spéciales afghanes au sein de l'Afghan Commando School. Par ailleurs, les équipes de conseillers et d'instructeurs auprès de l'armée afghane sont maintenues.

2 novembre

Pour la première fois depuis 50 ans, la France inaugure une base à l'étranger. Hubert Falco devient le nouveau secrétaire d'État à la

Défense et aux Anciens Combattants et l'armée indienne défile à Paris.



MICHEL SPRINGLER / AFP

Le Président inaugure l'implantation militaire française d'Abou Dhabi

26 mai

Le président de la République a inauguré l'implantation militaire française aux Émirats arabes unis (IMFEAU), nouvelle implantation à l'étranger depuis plus de cinquante ans. Elle comprend une base navale et de soutien, une base aérienne et un centre d'aguerrissement de l'armée de terre en zone urbaine et désertique. À terme, elle accueillera 250 militaires.



JACQUES ROBERT / DMPA

Hubert Falco secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants

23 juin

Hubert Falco est nommé secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants (SEDAC), en remplacement de Jean-Marie Bockel.

Maire de Toulon (Var) depuis 2001, une ville comportant de nombreuses implantations militaires, Hubert Falco est connaisseur des questions de défense. Il a également suivi le dossier des fermetures de garnisons en qualité de secrétaire d'État à l'aménagement du territoire, sa précédente fonction.

65^e anniversaire du débarquement en Normandie

Le président de la République, Nicolas Sarkozy, a célébré le 65^e anniversaire du débarquement à Colleville-sur-Mer en Normandie en compagnie du président des États-Unis, Barack Obama, du prince Charles, des premiers ministres britannique et canadien Gordon Brown et Stephen Harper. De nombreux vétérans de la deuxième guerre mondiale, notamment américains, ont participé à la cérémonie.

MYCHELE DANIAU / AFP



15-18 juin



6 juin



Le Cema en visite aux États-Unis

Le général Georgelin, chef d'état-major des armées, s'est rendu aux États-Unis où il s'est entretenu de l'Afghanistan, du Pakistan et de la lutte contre la piraterie avec l'amiral Mullen (ci-contre) et le général David Petraeus.

14 juillet : l'Inde au défilé

L'Inde était l'invitée d'honneur du défilé du 14 juillet. Étaient également à l'honneur, cette année, l'armée de l'air, qui célébrait les soixante-quinze ans de sa création, et la Brigade franco-allemande, ses vingt ans d'existence.



14 juillet



R. NICOLAI NELSON/ECPAD

À Vannes, le président de la République honore les soldats tombés pour la France. Hervé Morin visite les troupes en Afghanistan et le général Paloméros est nommé chef d'état-major de l'armée de l'air.



JACQUES ROBERT

Toulon : 65^e anniversaire de la Libération

28 août Le secrétaire d'État à la Défense et aux Anciens Combattants, Hubert Falco, a présidé les cérémonies du 65^e anniversaire de la libération de Toulon. Cette libération a commencé par le débarquement de Provence le 15 août 1944, vaste opération combinée entre la 7^e armée américaine du général Patch et l'armée B du général de Lattre de Tassigny. Il a rappelé le comportement héroïque des Forces françaises libres, dont beaucoup étaient issus de l'empire colonial, et de ceux qui ont œuvré au sein des réseaux de la Résistance.

Un nouveau chef pour l'armée de l'air

Le général Jean-Paul Paloméros a pris ses fonctions de chef d'état-major de l'armée de l'air. Conseiller « air » du chef d'état-major des armées sur l'emploi des forces aériennes et la conduite des opérations, il succède au général Stéphane Abrial, qui prend la tête du commandement allié pour la transformation de l'Otan (ACT).



25 août

SIRPA AIR

Hommage du président de la République aux soldats morts en Afghanistan

Le 11 septembre, à Vannes, le président de la République a rendu un hommage national au Sergent Thomas Rousselle et au caporal-chef Johan Naguin et aux soldats du 3^e RIMa tombés en Afghanistan. Le 4 septembre, leur véhicule de l'avant blindé avait été touché par un engin explosif improvisé (IED).

En 2009, les forces armées françaises auront payés un lourd tribut en opérations extérieures.

- 11 février. Le capitaine Patrice Sonzogni, du 35^e RAP (Tarbes), est mortellement touché lors d'une patrouille motorisée par un engin explosif improvisé (IED) dans la province de Logar (à 30 km au sud de Kaboul).

- 14 mars. Le caporal-chef Nicolas Belda, du 27^e BCA (Annecy),

15 septembre



SÉBASTIEN LE PICHON / ECPAD

La Défense mobilisée contre la grippe A

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, visite la Pharmacie centrale des armées (PCA) d'Orléans-Chanteau (Loiret). Dans le cadre du plan national de prévention et de lutte contre la pandémie grippale H1N1, la PCA est en charge de la production des comprimés antiviraux. Quant au Service de santé des armées, il effectue une veille épidémiologique auprès du personnel de la Défense. Les hôpitaux d'instruction des armées sont désignés pour accueillir les cas les plus sévères. Leurs laboratoires de biologie sont associés au réseau habilité à pratiquer les analyses.

11 septembre

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE



conducteur de VAB, décédé à la suite d'un tir de roquette anti-char sur son véhicule en vallée d'Alasaï.

- 24 mai. Le caporal-chef Guillaume Barateau, de la 9^e CCT (Nantes), est mort en manipulant son arme de service.

- 1^{er} août. Le caporal-chef Anthony Bodin du 3^e RIMA (Vannes) est pris à partie par des insurgés lors

d'une opération dans le village de Ghayn Pain.

- 27 septembre. Lors d'une opération en vallée d'Afghanya, trois soldats trouvent la mort. Le caporal Kévin Lemoine, du 3^e RIMA est foudroyé durant la phase d'infiltration. Le brigadier-chef Gabriel Poirier, du 13^e RDP (Dieuze), est emporté par la crue soudaine d'une rivière. L'adjudant-chef Yann

Hertach tente de le secourir mais disparaît à son tour.

- Le même jour, le caporal-chef Ihor Chechulin du 2^e REI (Nîmes) est mortellement blessé lors de la chute de son VAB dans un ravin.

- 8 octobre. Le sergent-chef Johann Hivin-Gerard, grièvement blessé lors de l'explosion de son VAB le 4 septembre, succombe à ses blessures.

Afghanistan : visite de 48 heures du ministre de la Défense

En visite en Afghanistan, le ministre de la Défense, Hervé Morin, s'est rendu au camp de Warehouse, à Kaboul, ainsi qu'à Tora, en Surobi, à Tagab et Nijrab, en Kapisa, et sur la base aérienne américaine de Bagram, où sont stationnés les drones Harfang. Lors de sa visite, le ministre a évoqué une « révision de stratégie » de la coalition militaire internationale mais s'est prononcé contre un « départ précipité » des troupes françaises d'Afghanistan.



17 septembre

SÉBASTIEN LAFARGUE / ECPAD

La politique européenne de sécurité et de défense (PESD)

a eu dix ans cette année. L'année même où

la France rejoint le commandement intégré de l'Otan.

NRF 12 : l'armée de l'air aux commandes



L'armée de l'air prend pour six mois le commandement de la « composante air » de la force de réaction de l'Otan (NATO Response Force NRF 12). La France fournit un peu plus de 50 % du personnel de l'état-major et 20 % de moyens aériens sur un total de 160 appareils. 2 300 personnels de l'Armée de l'air sont placés en astreinte. La France sera à nouveau sollicitée comme nation cadre de la NRF au second semestre 2011.



11 janvier

BA 118 MONT DE MARSAN

3-4 avril





EUROCORPS

European Endeavour : l'UE et l'Otan s'entraînent

Plus de 4 000 soldats de 25 pays de l'Union européenne et de l'Otan ont participé à European Endeavour 09. Cet exercice de gestion de crise européen mettait en scène un conflit se déroulant à 5 000 kilomètres de l'UE. L'Eurocorps, basé à Strasbourg, a fourni 500 militaires pour armer le commandement terrestre et son soutien.

4-15 mai

OTAN : deux généraux français appelés à de hautes fonctions

9 septembre

Le général Stéphane Abrial a pris la tête du commandement allié pour la transformation de l'Otan (ACT) à Norfolk (États-Unis). Il est le premier Européen à occuper cette fonction tenue jusqu'ici par des généraux américains. Cette nomination a été précédée par celle du général Philippe Stoltz à la tête de l'un des trois commandements opérationnels des forces alliées, l'état-major interarmées de Lisbonne.

Otan : une place pleine et entière pour la France

À l'occasion du 60^e anniversaire de l'Otan à Strasbourg-Kehl, la France rejoint officiellement les instances du commandement militaire intégré de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Pour le chef de l'État et chef des armées, Nicolas Sarkozy, cette réintégration constitue en premier lieu le moyen de renforcer le rôle de la France et de l'Europe sur la scène internationale. L'événement a été salué par les chefs d'État et de gouvernement des 27 autres États membres de l'alliance.

TORSTEN SILZ / AFP



PAUL J. RICHARDS / AFP

La PESD a dix ans

L'UE a mené 22 opérations de gestion de crise, en Europe et dans le monde, depuis qu'est née, il y a dix ans la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Dernière en date de ces missions combinant moyens civils, militaires et policiers : Atalante, opération contre la piraterie au large de la Somalie. La PESD constitue la mise en application opérationnelle de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) de l'UE, mise en place par le traité de Maastricht, en 1992.

1^{er} octobre



CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

20 janvier



Alors que dans les bases et les régiments on se prépare aux mouvements de la nouvelle carte militaire, le ministère met en place de nouveaux outils d'aide à la mobilité pour accompagner la réforme.

Un pôle unique pour l'action sociale en Ile-de-France



Implanté sur le site de Balard à Paris, le pôle d'accueil social de la Défense a été inauguré par le ministre Hervé Morin et Christian Piotre, secrétaire général pour l'administration. Cette structure regroupe tous les services de l'action sociale pour les ressortissants de la Défense d'Ile-de-France. Elle regroupe cinq services destinés entre autres à la recherche de logement et de crèche, à aider les conjoints à trouver un emploi, ou à favoriser la pratique d'activités sportives.

27 janvier

La modernisation de la Défense conduit le personnel à plus de mobilité. Ceux affectés dans cette région seront socialement mieux pris en charge.



EVARD TAQUET / ECPAD

Le président de la République à Sourduin

Le chef des armées, Nicolas Sarkozy, s'est rendu au 2^e Régiment de Hussard, à Sourduin en Seine-et-Marne. Il est venu encourager et soutenir les militaires concernés par la réforme territoriale de la Défense. Cet été, le régiment était l'un des premiers à être transférés dans le cadre du redéploiement de la carte des implantations de la Défense. Il a rejoint d'autres unités, également spécialisées dans le renseignement, à Haguenau dans le Bas-Rhin. Un rapprochement géographique qui va permettre ainsi de mutualiser les moyens d'administration et de soutien.

PHILIPPE WOJAZER / AFP



ROLAND PELLEGRINO / ECPAD

Inauguration d'un centre de recrutement

1^{er} avril

Le ministre de la Défense a inauguré le Centre interarmées de recrutement des forces armées (CIRFA) de Nancy en Meurthe-et-Moselle. À terme, tout jeune à la recherche d'informations sur les carrières militaires terre/air/mer sera accueilli sur une seule et même antenne de recrutement. Le ministère de la Défense se donne ainsi les moyens de mieux toucher ce public sur l'ensemble du territoire. Depuis 2008, 18 de ces centres ont vu le jour. En 2011, 38 CIRFA seront opérationnels pour atteindre l'objectif de 20 000 jeunes recrutés par an.

Partenariat Défense-entreprises

25 février

Le ministre de la Défense, Hervé Morin, a signé à Paris des conventions de partenariat avec les représentants de quatre grands groupes : Électricité réseau distribution France (ERDF), Keolis, Total et l'Union des entreprises de sécurité privée (USP). Ces conventions visent à favoriser la reconversion des militaires et des personnels civils au sein de grands groupes privés. Un atout pour la Défense, mais aussi pour ces sociétés qui recrutent des personnels dotés d'une grande capacité d'adaptation et d'aptitudes à travailler en équipe. Des rencontres aux niveaux régional et local entre entreprises et agents du ministère seront mises en place pour assurer le suivi des processus de recrutement.

Favoriser la reconversion

Le général Jean-Paul Martial, directeur de l'agence de reconversion de la Défense, a inauguré le pôle Défense mobilité de Rennes (Ille-et-Vilaine). C'est un service unique de reconversion qui offre aux militaires et aux civils de la Défense en fin de contrat, ainsi qu'à leurs conjoints, un accompagnement vers l'emploi. Au total, dix pôles Défense mobilité ont ouverts en 2009, à Bordeaux, Rennes, Marseille, Lyon, Lille, Toulouse, Toulon, Brest, Metz et enfin Paris.

JÉRÔME SALLES / ECPAD



1^{er} juin

Après un an de tests grandeur nature, les premiers retours d'expérience confirment la pertinence des bases de défense, pendant que le projet Balard reçoit sa première récompense.



CHRISTOPHE FIARD / DICOD

Vote de la Loi de programmation militaire

16 juin

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, le projet de Loi de programmation militaire (LPM) pour la période 2009-2014. La LPM définit pour six ans les grandes orientations de la Défense en hommes, en infrastructures et en matériels. Sur les 186 milliards d'euros prévus, 102 seront consacrés à l'équipement des forces armées. Un effort sans précédent, justifié par les objectifs définis dans le Livre blanc sur la Défense et la Sécurité nationale. Les économies générées par la réforme seront intégralement reversées à la Défense, a précisé le ministre Hervé Morin.



C. FIARD / DICOD

Redynamisation des territoires

2 juillet

Suite à la fermeture cette année du Centre national d'aguerrissement en montagne (CNAM) à Briançon (Hautes-Alpes), l'État, représenté par le Préfet, a signé avec les élus locaux, le contrat de redynamisation de site de la Défense (CRSD). D'une valeur totale de 13 millions d'euros, dont 2 apportés par l'État, il doit soutenir une dizaine de projets destinés à pallier la fermeture de l'emprise militaire. Au total, cinq villes ont bénéficié d'un CRSD en 2009 dans le cadre des restructurations de la Défense : Givet, Arras, Barcelonnette, Sourdon et Briançon.



FRANCK SEJROT / MARINE NATIONALE

Le projet Balard récompensé

Le prix de la coordination a été décerné à la Défense lors des 3^e rencontres internationales des Partenariats public-privé, pour le projet Balard, à Paris. Celui-ci vise à installer sur un même site autour du ministre, l'ensemble des états-majors et directions du ministère.



CABA 117

21 octobre



BdD : premiers retours d'expérience

Le ministre de la Défense Hervé Morin a dressé un premier bilan positif du fonctionnement des 11 BdD expérimentales réparties sur le territoire. Elles sont destinées à mutualiser sur un même site les services de soutien des unités des trois armées

21 octobre implantées sur la même zone géographique.

Le ministre a précisé que les premiers retours confirment la pertinence de ce choix. Au 1^{er} janvier 2010, 7 autres BdD dites « pilotes » seront créées pour valider le dispositif qui se généralisera en 2011.

Visite présidentielle au 1^{er} RMAT



Le chef de l'État s'est rendu au 1^{er} Régiment du matériel (1^{er} RMAT) de Woippy, dans la banlieue de Metz (Moselle). Accompagné du ministre Hervé Morin, Nicolas Sarkozy a présidé une table ronde sur le thème des restructurations territoriales de la Défense pour faire un bilan d'étape de leur mise en œuvre en Lorraine, qui est une des régions les plus affectées par la nouvelle carte militaire, publiée en juillet 2008. Trois Contrats de redynamisation (CRSD) y sont programmés pour 2010. Au total, l'État apportera 320 millions d'euros à la revitalisation des territoires impactés par la réforme.

ERIC FEFERBERG / AFP



1^{er} novembre

24 février



1 500 militaires ont dû intervenir après les dégâts causés par la tempête de l'hiver dernier, tandis que la campagne contre les feux s'est révélée particulièrement active, cet été.



S. CHARMOILLAUX / FAA

Caraïbes : saisie de cocaïne

9 février

La frégate de surveillance **Ventose**, en patrouille au large des côtes vénézuéliennes, a intercepté un « go fast », puissante embarcation à moteur utilisée pour le trafic de drogue. Le navire agissait dans le cadre d'une mission internationale de lutte contre le narco trafic dans les Caraïbes. Les marins ont saisi 23 ballots de cocaïne pour un total de 600 kg.





J-Y DESBOURDES / ECPAD

Les militaires en renfort après Klaus
 Les vents de la tempête Klaus, jusqu'à 190 km/h ont causé des dommages considérables dans les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées. Les forces armées ont porté secours, aux côtés des autres services de l'État, aux populations. Au plus fort de la crise, 1 500 militaires ont été engagés en soutien des pouvoirs publics durant ces opérations, notamment pour dégager les axes routiers. Les moyens matériels mis en œuvre ont été à la hauteur de l'enjeu : 2 hélicoptères de transport, 4 Mirage F1CR pour la prise de photographies aériennes, 16 tracto-chargeurs, etc.

Vigipirate toujours au rouge

juillet Durant les vacances d'été, les armées continuent de veiller sur la sécurité de la population civile. Des dispositifs de protection anti-terroriste sont mis en place dans tous les lieux sensibles par lesquels transitent de nombreuses personnes. Les patrouilles militaires sont accompagnées d'officiers de police judiciaire.

Depuis le 7 septembre 1995, les armées participent au renforcement de la sécurité générale dans le cadre du plan gouvernemental Vigipirate. Son niveau est « rouge » depuis les attentats survenus à Londres le 7 juillet 2005.



J-B TABONE / SIRPA TERRE



DSC

Feux de forêts : une campagne Héphestos très active

juillet 300 militaires étaient engagés dans Héphestos, le dispositif de lutte contre les feux de forêts en zone méditerranéenne déclenché chaque année en période estivale. Ils sont notamment intervenus en Corse et à Marseille. Les militaires en surveillance ont détecté 66 départs de feux et effectué 2 022 actions de prévention vers le public.

..... ➔
Guyane : Harpie contre l'or « au noir »

Dans le cadre de l'opération Harpie, les Forces armées de Guyane ont détruit les puits de mines de Repentir, un des plus gros sites d'extraction illégale d'or. 1 980 militaires et 200 civils de la Défense travaillent au démantèlement des filières clandestines.

9 octobre



EMA

L'aéronautique de Défense s'expose au Bourget. Par l'amélioration de l'équipement de ses forces, la Défense participe au plan de relance de l'économie en soutenant l'activité des entreprises.



S. FROIDURE / DICOD

Démonstrateur Spirale

Dans la nuit, Ariane V a lancé avec succès, depuis la base de Kourou (Guyane) le démonstrateur pour l'alerte avancée Spirale (Système préparatoire infrarouge pour l'alerte). Ces deux microsattellites

12 février

réaliseront des images qui permettront de cartographier les points chauds de la planète jusqu'en avril 2010. Ces clichés seront ensuite utilisés pour la modélisation d'un futur système d'alerte capable de détecter les tirs de missiles en les distinguant des sources de chaleur naturelles.

Salon du Bourget

Le Premier ministre François Fillon s'est rendu à la 48^e édition du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace de Paris. Il a été accueilli par le délégué général pour l'armement, Laurent Collet-Billon. Ensemble, ils ont visité l'espace Défense de 2000 m² organisé autour des cinq fonctions stratégiques : connaître et anticiper, prévenir, intervenir, dissuader et protéger. Malgré un contexte économique morose, cette manifestation a été un succès.

BRUNO BIASUITTO / DICOD



17 avril



BRUNO BIASUITTO / DICOD

VAB TOP pour l'Afghanistan

La Délégation générale de l'armement (DGA) achève la livraison de 60 véhicules de l'avant blindés équipés de tourelleaux téléopérés (VAB TOP). Ces 60 premiers exemplaires, destinés au théâtre afghan ont fait l'objet d'une acquisition en urgence opérationnelle fin avril 2008. Ils permettent notamment au tireur de mettre en œuvre une mitrailleuse de 12,7 mm tout en restant protégé à l'intérieur du véhicule.

Mobilisation de la Défense pour le dispositif RAPID

11 mai

Hervé Morin s'est rendu chez Eolite Systems, dans la zone industrielle de Pessac (Gironde), afin d'y présenter le dispositif « RAPID » (Régime d'appui aux PME pour l'innovation duale). RAPID est spécifiquement dédié au financement des projets de recherche et développement à fort potentiel technologique, présentant des applications à la fois sur les marchés militaires et civils. Dès cette année, la Défense engage 10 millions d'euros dans ce dispositif.

15 juin



30 juin



SIPPA TERRE

Des contrats pour le soutien aux PME

La Direction générale de l'armement (DGA) notifie à une PME charentaise la commande de 25 kits de tapis anti-sable pour l'aménagement d'aire de poser destinées aux hélicoptères de l'armée de terre pour un montant de 2,5 millions d'euros. Cette commande s'inscrit dans l'enveloppe de 2,4 milliards d'euros, accordée au ministère de la Défense sur les 26 milliards du plan de relance pour l'économie. Dispositif qui, comme le rappelait le président de la République en décembre 2008, vise à « soutenir l'activité d'aujourd'hui et préparer la compétitivité de demain ». Autre exemple, la société Panhard Général Défense se voit, quant à elle, attribuée d'une commande de 933 petits véhicules protégés (PVP) pour un montant de 150 millions d'euros.



L'Afghanistan

au musée de l'Armée



Un cliché des décombres encore fumants du World Trade Center le 11 septembre 2001 à côté

Pour la première fois, le musée choisit de se confronter à l'actualité en exposant le travail de grands reporters de l'agence VII et de photographes de l'ECPAD sur le quotidien de ce pays en guerre.

d'une vue de Kaboul en ruine au lendemain de la guerre civile, en 1996 : c'est sur ces deux photographies de l'Américain James Nachtwey

que s'ouvre l'exposition « L'Afghanistan et nous, 2001-2009 », que le musée de l'Armée présente jusqu'au 26 février. Huit années de guerre

y sont retracées, au plus près de la population afghane et des soldats en opération. Le musée de l'Armée présente 135 photos de l'agence (1) et

une vingtaine de clichés de l'Établissement de communication et de production audiovisuelle de la défense (ECPAD). Au-delà de leur travail de photographes de guerre, ces hommes et femmes mettent en lumière les réalités économiques, sociales et humaines de l'Afghanistan.

« Le musée de l'Armée se confronte pour la première fois à l'actualité, en proposant au grand public un sujet qui concerne directement les armées françaises d'aujourd'hui », explique le lieutenant-colonel Christophe Bertrand, commissaire de l'exposition. « Un musée d'histoire ne peut pas être figé dans l'évocation du passé, poursuit le général Robert Bresse, directeur du musée de l'Armée. Aborder le présent fait partie de notre politique. » Le choix a ainsi été de fait de présenter au public le regard de celles et ceux qui plongent au cœur de l'Afghanistan d'aujourd'hui. Tout au long de ce périple photographique, le public découvre plusieurs théma- ▶



► tiques où alternent aspects civils et militaires : les séquelles des guerres passées et la reconstruction du pays, la société afghane d'hier et celle d'aujourd'hui, la condition particulière et difficile des femmes, la dureté des combats... Captivantes, bouleversantes, ces images interpellent le visiteur. Comme ce cliché en noir et blanc, signé du Hongrois Balazs Gardi (VII), d'un homme tenant dans ses bras un garçon blessé par des éclats d'obus lors du bombardement d'une cache présumée d'insurgés. Balazs Gardi, dépassant l'aspect tragique, a su transcender son image

en jouant sur les ombres et les lumières, à la manière du Caravage, le peintre italien. Le cœur de la scène particulièrement éclairé et les contrastes saisissants confèrent à cette photo une atmosphère à la fois dramatique et mystique. En même temps que les photos de VII, le visiteur peut apprécier le travail des équipes de l'ECPAD. Ses photographes couvrent tous les théâtres d'opérations où les forces françaises sont engagées. Témoins directs, et parfois exclusifs, de l'action de l'armée, ces soldats de l'image suivent les patrouilles à travers les villes comme





Page précédente : Vallée de Korengal, 2007 (Balazs Gardi / VII Network).

A gauche : Quartier de Kaboul, 2001 (Eric Bouvet / VII Network).

Ci-dessous : Mazar-e-Sharif, 2004 (Alexandra Boulat / VII Network).

A droite : Opération Nizami, 2009 (Arnaud Roiné / ECPAD).



dans les vallées les plus retirées et posent un regard précieux sur le peuple afghan, mais surtout sur l'armée française. L'adjudant Arnaud Roiné a ainsi participé à deux missions en Afghanistan. Comme militaire, il s'est intégré très vite au sein des sections de combat qu'il accompagnait. « *Ma mission est de témoigner de l'activité des militaires français pour la communication de la Défense, mais aussi pour la postérité.* » Son arme en bandoulière, il a toujours l'appareil photo dans la main, prêt à « shooter ». « *L'armement est là en cas extrême. Si la section a besoin d'un trente-et-unième fusil, je suis présent.* » L'adjudant Roiné est fier que ses photos aient été retenues pour cette exposition. « *Je suis intimidé de voir mes images exposées au côté de celles de grands noms du photojournalisme comme ceux de*

Christopher Morris ou de James Nachtwey, qui ont été récompensés plus d'une fois pour leur travail. Ce sont des personnes que j'admire depuis que j'ai commencé la photo. »

L'exposition permet aussi de comparer différents regards sur un même sujet. « *Avec le photographe civil Éric Bouvet, nous avons couvert la mission du Bataillon français, ce printemps, explique l'adjudant Roiné. Mais nous n'avons pas adopté le même angle. Lui, a abordé son sujet avec un œil quasiment neuf, se concentrant sur l'humain. Quant à moi, j'ai réalisé des photos d'action pour témoigner de la mission française dans cette région.* » Le reportage noir et blanc d'Éric Bouvet (VII), réalisé en juin dernier, montre le quotidien des soldats français. « *Durant ce reportage, j'ai bénéficié de conditions idéales, explique*

Éric Bouvet. *Aucune contrainte de la part des autorités, on m'a même donné carte blanche sur le sujet et une totale liberté d'action durant sa réalisation...* » Le photographe a ainsi pu, le temps d'une mission, partager le vécu des militaires français et comprendre leur univers. « *Au milieu de ces hommes, guettant comme eux chaque bruit ou mouvement, je me suis plongé dans l'atmosphère du Désert des Tartares, le célèbre roman de Dino Buzzati. Invisible, le danger était pourtant là. Parfois, il surgissait comme un mirage dans cette chaleur étouffante* », se souvient Éric Bouvet.

« *L'Afghanistan et nous, 2001-2009* » est à découvrir absolument. ■

Carine Bobbera

(1) L'Agence photographique VII a été fondée par sept grands reporters le 9 septembre 2001.

Spécialistes et photographes en tables rondes

Les 14, 15 et 16 janvier prochains, un cycle de tables rondes et de projections réunira des photographes et des spécialistes de l'Afghanistan, civils et militaires, pour débattre sur l'histoire et la société afghanes, sur le conflit et la présence d'une coalition internationale ainsi que sur le rôle et le regard des photoreporters. L'exposition se tient jusqu'au 26 février à l'Hôtel national des Invalides, 129 rue de Grenelle 75007 Paris Plus d'information sur www.invalides.org



ECPAD

Distribution de cadeaux aux soldats du 33^e Régiment d'infanterie, le 24 décembre 1939.

Premier Noël sur le front. Malgré des conditions de vie difficiles, les soldats tiennent à la tradition. Ils organisent un réveillon de fortune avec des déguisements, des bougies et de la nourriture envoyés par les familles. Un moment de convivialité dans cette drôle de guerre, qui permet un court instant de tromper l'attente du combat.

Supériorité des armes ou des systèmes ?

Aussi redoutable que soit une arme, son efficacité s'apprécie par rapport au contexte dans lequel elle est employée. Ce que montre la tactique militaire récente et, à bien y regarder, les batailles du Moyen Âge et de la Renaissance.

Les historiens évoquent parfois l'aide qu'ils peuvent apporter aux militaires. Qu'en est-il de la réciproque ? Celle-ci semble évidente pour ce qui est de la tactique militaire récente, mais beaucoup moins pour ce qui concerne les batailles de la Renaissance ou du Moyen Âge. Et pourtant, dans le dialogue avec les militaires, une idée apparaît toujours, qui déclenche chez les historiens une sorte de rappel à l'ordre et ce, pour toutes les époques : celle selon laquelle il ne faut pas juger de l'efficacité d'une arme, objet technique ou formation tactique, sans la référer à un système où celle-ci prend sa valeur.

Pour prendre un exemple célèbre, ce n'est pas l'artillerie française qui est venue à bout des carrés de piquiers suisses à la bataille de Marignan. Celui-ci n'est pas réductible à la confrontation entre une formation archaïque, la pique, et l'arme moderne par excellence, le canon. L'artillerie du début du XVI^e siècle ne dispose que d'une très faible cadence de tir. Les Suisses connaissent l'artillerie et ont trouvé une parade : en avant des carrés, des fantassins légers appelés « enfants perdus », se précipitent vers les pièces et les neutralisent avant l'intervention de l'infanterie lourde. Si les Cantons ont été vaincus à Marignan, c'est parce que le connétable de Bourbon a su combiner les actions de l'artillerie, de l'infanterie et de

la cavalerie. Les piquiers de l'armée royale ne sont pas de taille face à leurs homologues suisses. Bourbon en fait de simples défenseurs des pièces contre les enfants perdus. La cavalerie est impuissante face

aux carrés hérissant leurs pointes. Bourbon organise des charges continues, non pour briser les carrés, mais pour les forcer à se mettre en garde, donc à s'arrêter, les

exposant ainsi, chaque fois, aux effets du feu. La victoire française ne se réduit donc pas au duel de la pique contre le canon. Lors de la guerre de Cent Ans, l'arc anglais, le long bow, fait figure dans l'historio-

graphie d'arme absolue. Mais il n'est véritablement efficace que dans des conditions d'emploi bien précises : lorsque les Anglais, arrivés les premiers sur le champ de bataille, aménagent le terrain et disposent leurs archers, non pas perpendiculairement à l'axe de la charge de cavalerie, mais selon un dispositif oblique, en entonnoir, permettant d'atteindre les chevaliers sur les côtés, où ils présentent les parties de l'armure vulnérable aux traits, comme à la bataille de Crécy, en 1346. Si l'archerie est disposée en ligne face aux chevaliers, elle semble ne pouvoir les arrêter, ce qui a été remarqué par les chroniqueurs lors des premiers moments de la bataille de Poitiers, dix ans plus tard : les flèches anglaises ricochent sur les cuirasses et sur les heaumes profilés. Ce n'est qu'à un audacieux changement de dispositif que les Anglais ont dû leur victoire.

Archers anglais contre fantassins suisses

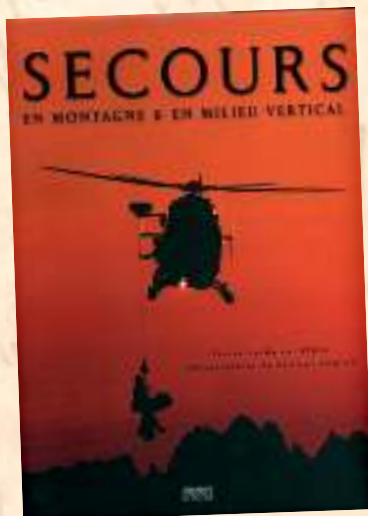
Plus d'un siècle plus tard, le duc de Bourgogne, Charles le Téméraire, avait fait appel à des mercenaires anglais dans sa lutte contre les cantons suisses. À Morat, en 1476, ces archers n'ont pu arrêter de leurs flèches les carrés suisses, dont les fantassins ne bénéficiaient pourtant d'aucune protection. Et l'artillerie bourguignonne, pourtant d'excellente facture, s'est révélée, dans ce contexte, tout aussi impuissante. C'est donc à la fois l'absence d'un dispositif tactique mettant en valeur l'armement et l'incapacité à combiner les armes qui expliquent la défaite du Téméraire, et non la nature des armes en présence.

Qu'une arme, dans les deux sens du terme, ne doive être appréhendée qu'à l'intérieur d'un système, c'est ce que les militaires rappellent aux historiens et aux archéologues. Et l'expérience actuelle des conflits asymétriques ne peut que renforcer cette conviction. ■



D. VIOLA / DICOD

THIERRY WIDEMANN
chargé de recherches au Centre d'études
d'histoire de la Défense.
Institut de recherche stratégique
de l'École militaire (IRSEM).



SECOURS EN MONTAGNE ET EN MILIEU VERTICAL

Les secours de montagne sont assurés par différentes unités civiles et militaires depuis plus de 50 ans. Cet ouvrage nous montre le professionnalisme quotidien, des pelotons de gendarmerie de montagne ou de haute montagne, des sections « montagne » des Compagnies républicaines de sécurité, mais aussi le dévouement exemplaire des sauveteurs de la Sécurité civile ou des bénévoles de Spéléo Secours. Toutes les informations pratiques indispensables au randonneur ou à l'alpiniste amateur sont consignées à la fin du livre.

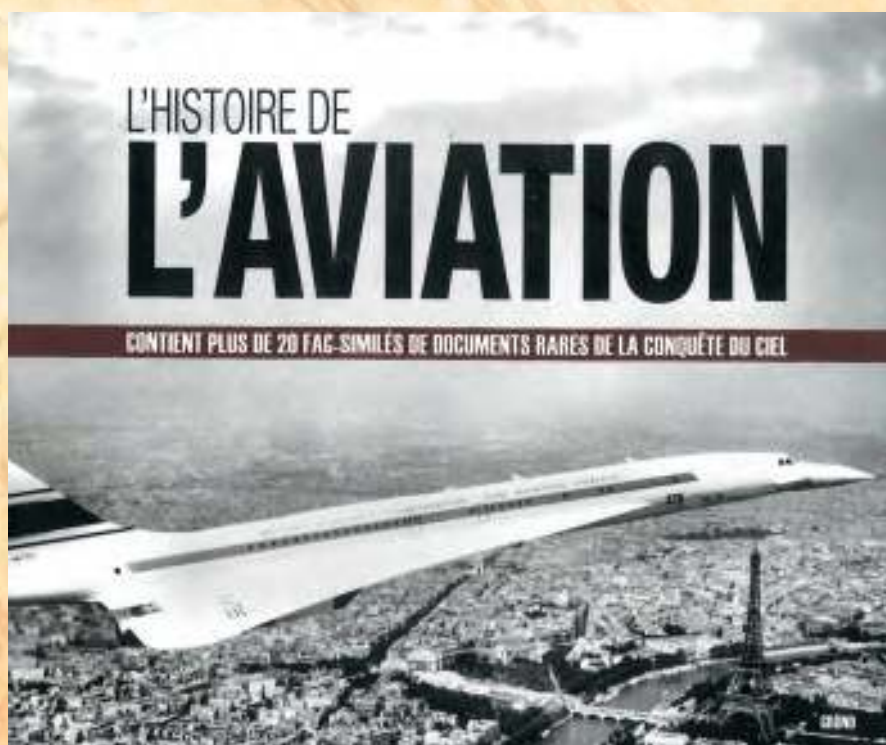
Marcel Pérès, éd. Missions Spéciales Productions, 200 p., 49,90 €



LES AIGLES EN HIVER, Russie 1812

L'hiver 1812 marque la fin de la toute-puissance napoléonienne. Jean-Claude Damamme, auteur de plusieurs ouvrages sur le premier Empire, met en scène l'incroyable odyssee de la Grande Armée en Russie, depuis son départ en fanfare jusqu'à sa tragique retraite. Ce récit, réaliste et intimiste, conduit le lecteur au cœur de cette funeste aventure, dans un univers polaire et désolé.

Jean-Claude Damamme, éd. Plon, 818 p., 25,90 €



L'HISTOIRE DE L'AVIATION

Les éditions Gründ consacrent un album original à plus d'un siècle de découvertes techniques et de passions humaines. De nombreux fac-similés de documents rares et inédits détachables décrivent le rapport de la mission d'Apollo 11, le log book de Charles Lindbergh ou encore la « une » du *Matin* après l'exploit de Blériot. Un magnifique ouvrage, très documenté mais aussi ludique.

Stephen Woolford et Carl Warner, éd. Gründ, 64 p., 39,95 €



PREMIER DE CORDÉE

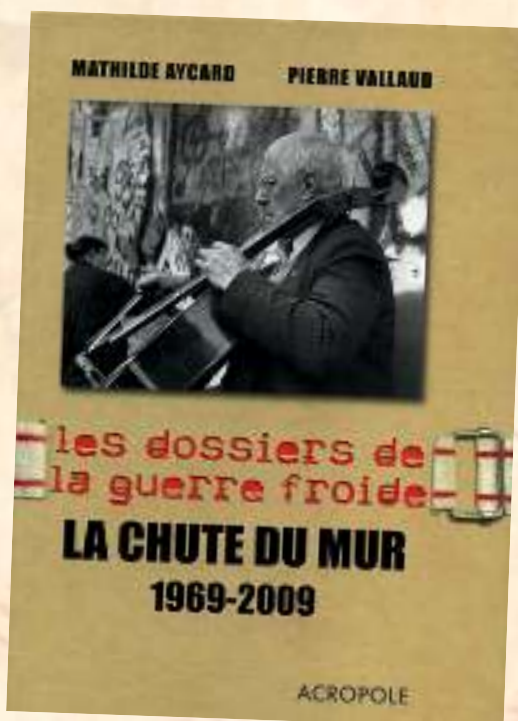
Le chef-d'œuvre de Frison-Roche reparait en cette fin d'année dans une collection luxueuse aux éditions Guérin. Ce classique, écrit en 1941, est ici pour la première fois illustré de 300 photos, et nous fait revivre sous un éclairage nouveau les aventures de ses héros.

Roger Frison-Roche, éd. Guérin, 320 p., 55 €

LA CHUTE DU MUR, 1969-2009

À l'occasion des commémorations de la chute du mur de Berlin, les historiens Pierre Vallaud et Mathilde Aycard publient une synthèse sur le face-à-face Est-Ouest de 1969 à 2009. Alors que la disparition du mur laissait présager l'avènement d'une ère de paix, les relations internationales depuis 1989 sont devenues très complexes. Décryptant la logique qui a conduit à la chute du Mur, les auteurs expliquent aussi la survivance, sous d'autres formes, d'antagonismes hérités de la guerre froide.

Pierre Vallaud, Mathilde Aycard, éd. Acropole, coll. Les dossiers de la guerre froide, 144 p., 19,90 €



LYAUTEY

Théoricien du rôle social de l'officier, orientaliste, protecteur des cultures indigènes, grand administrateur colonial, académicien, le maréchal s'est façonné au fil de ses expériences un personnage énigmatique. Aujourd'hui rééditée en format de poche, cette biographie est une approche vivante d'un Lyautey mythique et complexe.

A. Teyssier, éd. Perrin, coll. Tempus, 237 p., 11 €



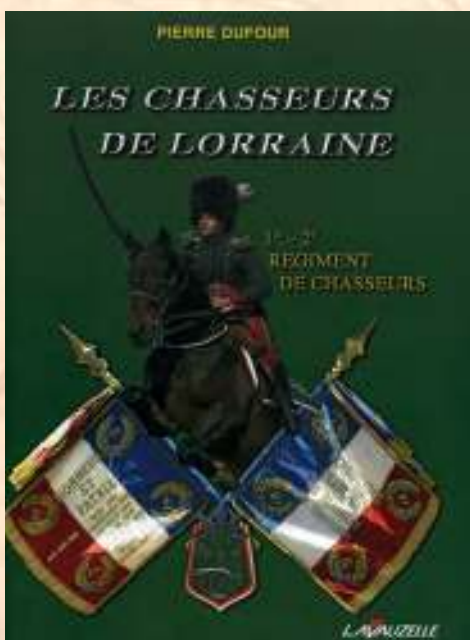
LES CHASSEURS DE LORRAINE

À l'heure où l'histoire des 1^{er}-2^e Régiments de chasseurs de Verdun s'achève, les éditions Lavauzelle leur consacrent un superbe ouvrage extrêmement bien documenté. De Valmy et d'Austerlitz jusqu'aux récentes missions pour la paix au Sud-Liban, ils auront écrit quelques-unes des pages les plus glorieuses de l'histoire militaire française.

Pierre Dufour, éd.

Lavauzelle, 278 p., 49 €

www.lavauzelle.com



LA « JEANNE D'ARC » : PORTE-HELICOPTÈRES R97

Les textes de Stéphane Dugast et les photos de Christophe Géral nous font partager des instants de vie de cet emblématique navire de la « Royale ». Un très beau livre hommage à ce bateau école qui, pendant un demi-siècle, a été un ambassadeur de la France aux quatre coins du monde. Il permettra à tous ceux qui ont un lien avec ce porte-hélicoptère quand il sera retiré du service en 2010.

Stéphane Dugast, Christophe Géral, éd. E/P/A, 184 p., 49,90 €



LA GARDE D'HONNEUR, 1813-1814

Napoléon, face au désastre annoncé de la campagne de Russie, lève en hâte une énième armée au sein de laquelle la Garde d'honneur forme une élite de dix mille cavaliers. Issus principalement des milieux aisés jusqu'alors plutôt épargnés par l'enrôlement forcé, ils seront de toutes les dernières batailles de l'Empire. Un ouvrage complet sur l'histoire de ce corps.

Georges Housset, Bernard Giovanangeli
Éditeur, 996 p., 35 €



1915 LES OFFENSIVES MEURTRIÈRES

L'historien Pierre Dufour revient sur une des périodes les plus tragiques de la première guerre mondiale. Quels événements ont conduit le général Joffre à lancer des offensives qui ont coûté la vie à 600 000 hommes sans entamer le niveau opérationnel des forces de l'ennemi? Une étude détaillée des faits historiques fait de ce livre un bon outil pédagogique

Pierre Dufour, éd. ETAI, 192 p., 48 €



L'ARMÉE DE L'AIR, ARRÊT SUR IMAGES

Avec la loi du 2 juillet 1934 fixant son organisation générale, l'armée de l'air est créée. Ce 75^e anniversaire est l'occasion pour elle de faire découvrir à un large public un quart de siècle de photographies symboliques et émouvantes qui ont rarement été publiées. Un album remarquable.

Édité par le Service historique de la Défense et le Sirpa Air, 176 p., 29 €



BATAILLONS DE CHASSEURS

Les auteurs retracent l'histoire des chasseurs à pied de l'armée française, les célèbres Diables bleus. De la création en 1743 de la Compagnie franche des chasseurs, en passant par la garde impériale du second Empire, toutes les phases historiques de ce corps d'infanterie sont revisitées. L'ouvrage s'attache à rappeler la mémoire des

hommes qui ont donné leurs lettres de noblesse aux Chasseurs, notamment pendant l'Occupation.

Yvick Herniou, Jean-Claude Sanchez, éd. ETAI, 184 pages, 42 €



DVD

« NOUS ÉTIIONS 177... », LES FRANÇAIS DU JOUR J

Le 6 juin 1944, cent soixante-dix-sept Français débarquent en Normandie, sur la plage Sword, à Colleville-Montgomery. Ils sont tous des fusiliers-marins des Forces navales

françaises libres. Ils sont commandés par le capitaine de corvette Kieffer. Entraînés en Écosse et intégrés à la Brigade des Forces spéciales britanniques, les « bérets verts » français seront en première ligne jusqu'à la fin du mois d'août 1944. Au soir du 6 juin, entre Riva Bella et Pegasus Bridge, où il fait sa jonction avec les Airborne britanniques, le « commando Kieffer » aura perdu le quart de ses effectifs. Ce documentaire écrit par Gwenaëlle de Kergommeaux et réalisé par Cédric Condom retrace, à partir de témoignages et d'images d'archives inédites, l'histoire de ces Français du Jour J.

Durée 65 minutes, ECPAD, 14,90 €
www.boutique.ecpad.fr



GRANDS DÉBATS D'AUJOURD'HUI. 150 QUESTIONS DE SOCIÉTÉ

Dans cet ouvrage collectif, publié sous la direction d'Alain Nonjon, auteur de nombreux ouvrages sur la géopolitique, ce ne sont pas moins de 42 auteurs, « experts » dans leur domaine d'études, qui décryptent les enjeux de la société. Une somme d'études qui propose, entre autres, de s'interroger sur la mondialisation, les défis posés par le terrorisme ou de revisiter le modèle sociétal français. Un ouvrage très riche pour alimenter sa réflexion, préparer l'épreuve de culture générale d'un examen ou d'un concours.

Sous la direction d'Alain Nonjon, éd. Ellipses, 810 p., 39 €

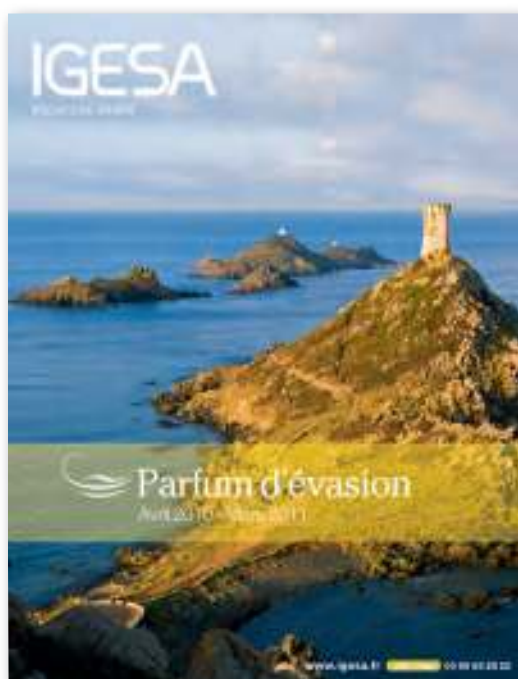


Destination Vacances

Nouveaux catalogues

IGESA Vacances Loisirs • avril 2010 - mars 2011

IGESA Juniors • printemps/été 2010



Sortie décembre 2009

Allô catalogue → 0 826 107 177 0.15€/min

www.igesa.fr



Assurances AUTO et HABITATION

Quand mes biens sont garantis,
mon bonheur l'est aussi !

AGPM - Amis de l'aujourd'hui • Crédit photo : Getty images • AGPM Assurances - Société d'assurance mutuelle à cotisations variables régie par le Code des assurances - SIRET 312 786 163 00013 APE 6512Z - Rue Nicolas Appert 83086 TOULON CEDEX 9 - AGPM Familles Assurances - Société anonyme d'assurance au capital de 10.080.000,00 euros - Régie par le Code des assurances - SIREN 432 928 323 RCS TOULON APE 6512Z - Rue Nicolas Appert 83086 TOULON CEDEX 9 - Téléphone 32 22 - Télécopie 04 94 20 25 83 - **32 22 depuis la France métropolitaine (appel gratuit) et le + 33 4 94 61 57 57 depuis l'étranger (Drom, Pom inclus).

LE TOP des garanties

AUTO :

garantie panne mécanique
jusqu'aux 10 ans du véhicule*.

HABITATION :

garantie valeur à neuf pour votre
mobilier jusqu'à 10 ans*.

Contactez votre conseiller,
appelez le 32 22** ou visitez agpm.fr



* Voir conditions

Pour vous, on s'engage jusqu'au bout

AGPM
ASSURANCE, ÉPARGNE, PRÉVOYANCE